



RAPPORT DE L'ENQUETE SENBAROMETRE DU TROISIEME TRIMESTRE DE 2024:

ANALYSE D'OPINION SUR LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE DU SENEGAL

15 octobre 2024

2024





RAPPORT DE L'ENQUETE SENBAROMETRE DU TROISIEME TRIMESTRE DE 2024:

ANALYSE D'OPINION SUR LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE DU SENEGAL



PLAN

01

INTRODUCTION

02

METHODOLOGIE

03

PROFILS DES REpondANTS

04

SITUATION ECONOMIQUE ET CONDITIONS DE VIE

05

SITUATION SOCIALE (MIGRATION ET ACCIDENTS DE LA CIRCULATION)

06

POLITIQUE, GOUVERNANCE ET DEMOCRATIE

07

CONCLUSION

A propos de Gires-Consulting



A propos de nous

Nous sommes un cabinet de conseil et de formation qui a pour ambition de promouvoir l'innovation, la recherche et le développement économique et social. C'est un groupe d'experts pluridisciplinaires, regroupant ainsi des statisticiens, des économistes, des informaticiens et des spécialistes en évaluation des politiques publiques.


Site web: <https://gires-consulting.com/>
Courriel: contact@gires-consulting.com





L'équipe de rédaction

Chef de projet

Daouda Sissoko

Chef de rédaction

Mamadou Diop

Chef de diffusion

Amadou Ndiaye

Equipe de rédaction

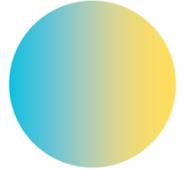
Dr. Sokhna Mbathio Diallo

Djibril Diop

Mamadou Diop

Amadou Ndiaye

Daouda Sissoko





RESUME

RESUME



- Globalement, 42,3% des répondants estiment que la situation économique du pays sur le dernier trimestre est mauvaise tandis que 17,2% la jugent comme étant bonne..
- L'emploi reste la principale préoccupation selon 78,7% des sénégalais enquêtés.
- Dans l'ensemble, 46,2% des personnes interrogées ont répondu avoir senti l'effet de la baisse du coût de la vie appliquée en mai 2024.
- Environ 5 personnes sur 10 répondants sont très inquiètes du niveau d'insécurité du pays.
- 8 personnes sur 10 identifient le chômage le comme la principale motivation de la migration irrégulière des jeunes.
- 63 % des sondés attribuent la récurrence des accidents de la circulation à l'excès de vitesse.
- Plus de 6 personnes sur 10 sont favorables à la dissolution de l'Assemblée nationale.
- 60,8% des personnes sont favorables à l'idée de la suppression du Haut Conseil des Collectivités Territoriales (HCCT) et du Conseil Économique Social et Environnemental (CESE).
- Bassirou Diomaye Faye, personnalité politique la plus populaire du moment, bénéficie de 71,9 % d'opinions favorables.
- Les analyses ont révélé que 46% des répondants jugent que la corruption est très élevée au Sénégal



INTRODUCTION

Contexte



Au cours des trois derniers mois, le Sénégal a été confronté à de nombreux défis économiques, sociaux et politiques. La hausse du coût de la vie, l'insécurité croissante dans les zones urbaines et rurales, la fréquence élevée des accidents de la route, le phénomène de la migration irrégulière ainsi que plusieurs changements politiques ont profondément influencé la dynamique socio-économique du pays.

Justification



Dans ce contexte, il est essentiel de fournir aux décideurs, en temps opportun, des informations actualisées sur la perception et les attentes de la population concernant la situation du pays. Ce rapport trimestriel offre un aperçu clair et rapide de l'opinion publique, visant à orienter efficacement les décisions politiques.

Objectif



Ce rapport d'enquête SENBAOMETRE, a pour objectif principal d'analyser les opinions des Sénégalais sur la dynamique socio-économique et politique du pays. Il vise notamment à évaluer les perceptions du public concernant :

1. La situation économique du pays et conditions de vie.
2. Le phénomène migratoire et l'insécurité grandissante.
3. La politique, la gouvernance et la démocratie.



Section 1



METHODOLOGIE



Couverture

01

Afin d'assurer une couverture régionale, nous avons adopté un plan de sondage stratifié à deux degrés, avec les **14 régions du Sénégal** comme strates. Compte tenu du budget alloué à l'enquête, nous avons fixé la taille de l'échantillon à **n = 900**. Cet échantillon a été réparti de manière proportionnelle à la population de chaque région.

Echantillonnage

02

Pour la composition de l'échantillon, nous avons procédé comme suit : les strates ont été définies en fonction des 14 régions du Sénégal. À l'intérieur de chaque strate, un tirage en deux étapes a été effectué :

1. Au premier degré, des départements ont été sélectionnés dans chaque strate.
2. Au second degré, des communes ont été choisies au sein de chaque département.

Echantillon

03



Dakar étant la région la plus dense, sa part est de 17% de l'échantillon, Diourbel et Thiès 11% et les autres régions comptent chacune 6 % de l'échantillon



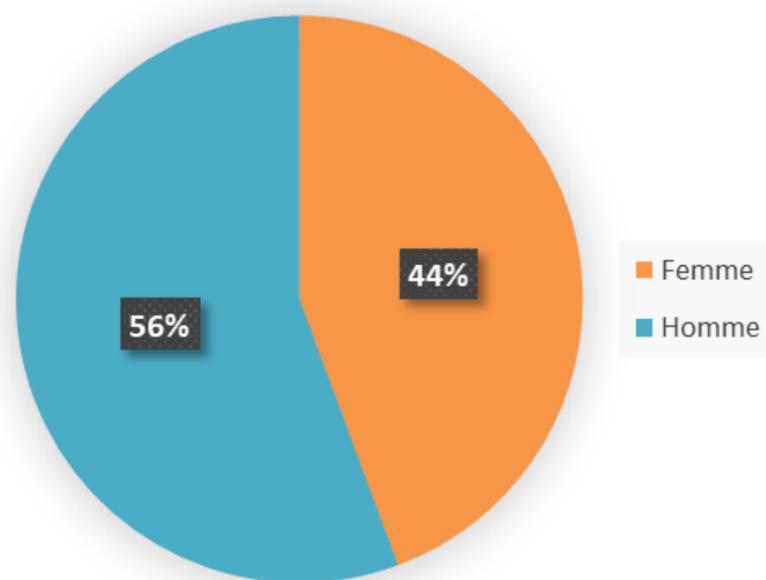
Section 2



PROFILS DES REPONDANTS

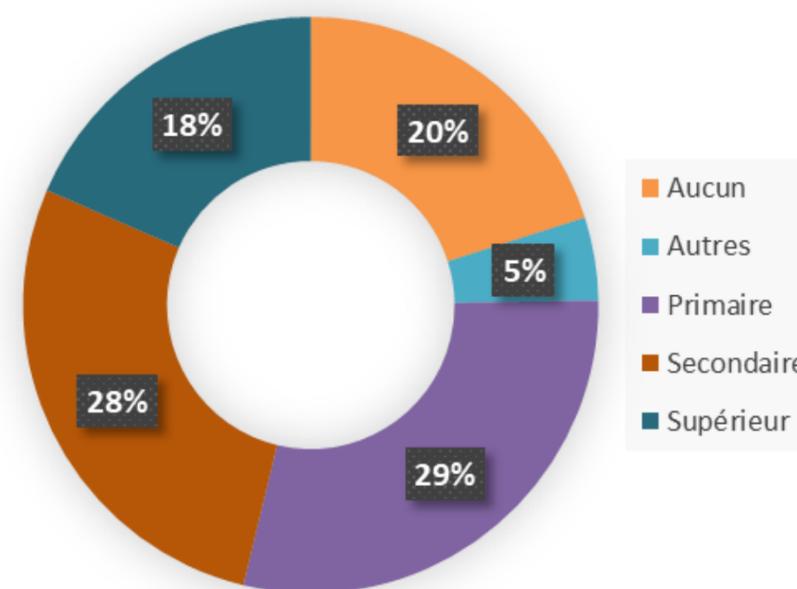
Section 2| Profils des répondants

Répartition par Sexe



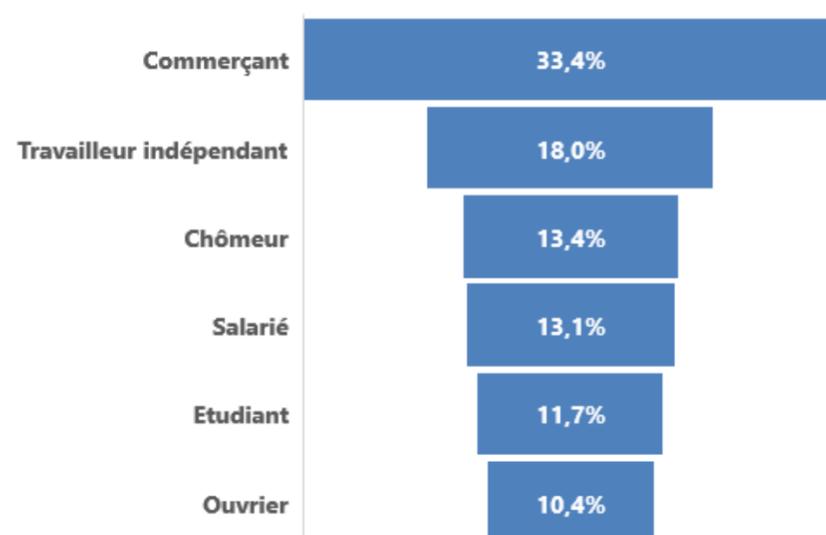
En terme de genre, on constate que 56% des enquêtés sont des hommes et 44% des femmes.

Répartition par niveau d'instruction



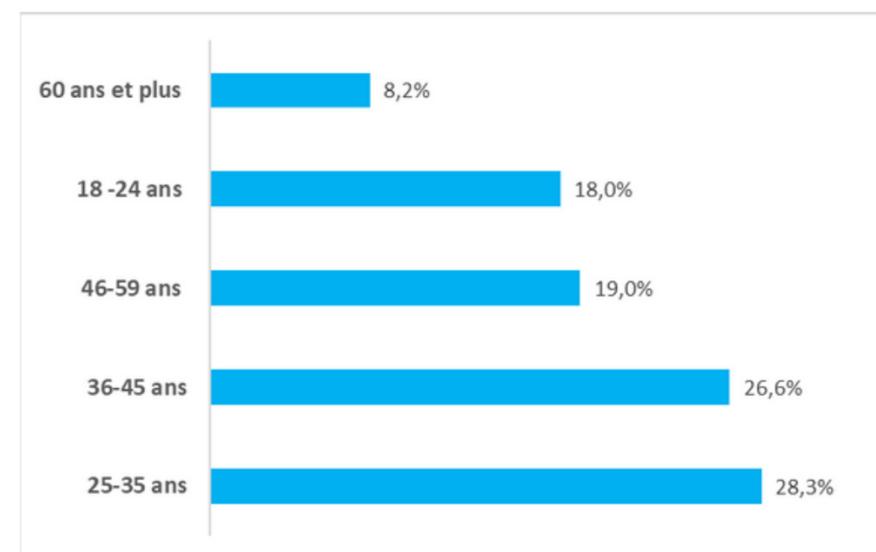
La répartition des répondants selon le niveau d'éducation est relativement homogène. En effet, 29% et 28% des personnes interrogées ont respectivement atteint le niveau primaire et le niveau secondaire. En revanche, 20 % des répondants n'ont aucun niveau d'éducation, tandis que 18 % ont atteint le niveau supérieur.

Répartition par Catégorie Socioprofessionnelle



Parmi les répondants, la majorité exerce une activité de commerce (33,4%), suivis par les travailleurs indépendants (18,0%). Les chômeurs représentent 13,4% et les étudiants 11,7%, indiquant une diversité dans les situations professionnelles au sein de l'échantillon.

Répartition par tranche d'âge



L'échantillon présente une faible dispersion entre les différentes tranches d'âge. Il est majoritairement composé de personnes âgées de 25 à 35 ans, tandis que 26 % des répondants ont entre 36 et 45 ans. Les personnes relativement plus âgées représentent 19 % pour la tranche 46-59 ans, contre 18 % pour les adultes plus jeunes, et 8 % pour les personnes très âgées de 60 ans et plus.



Section 3

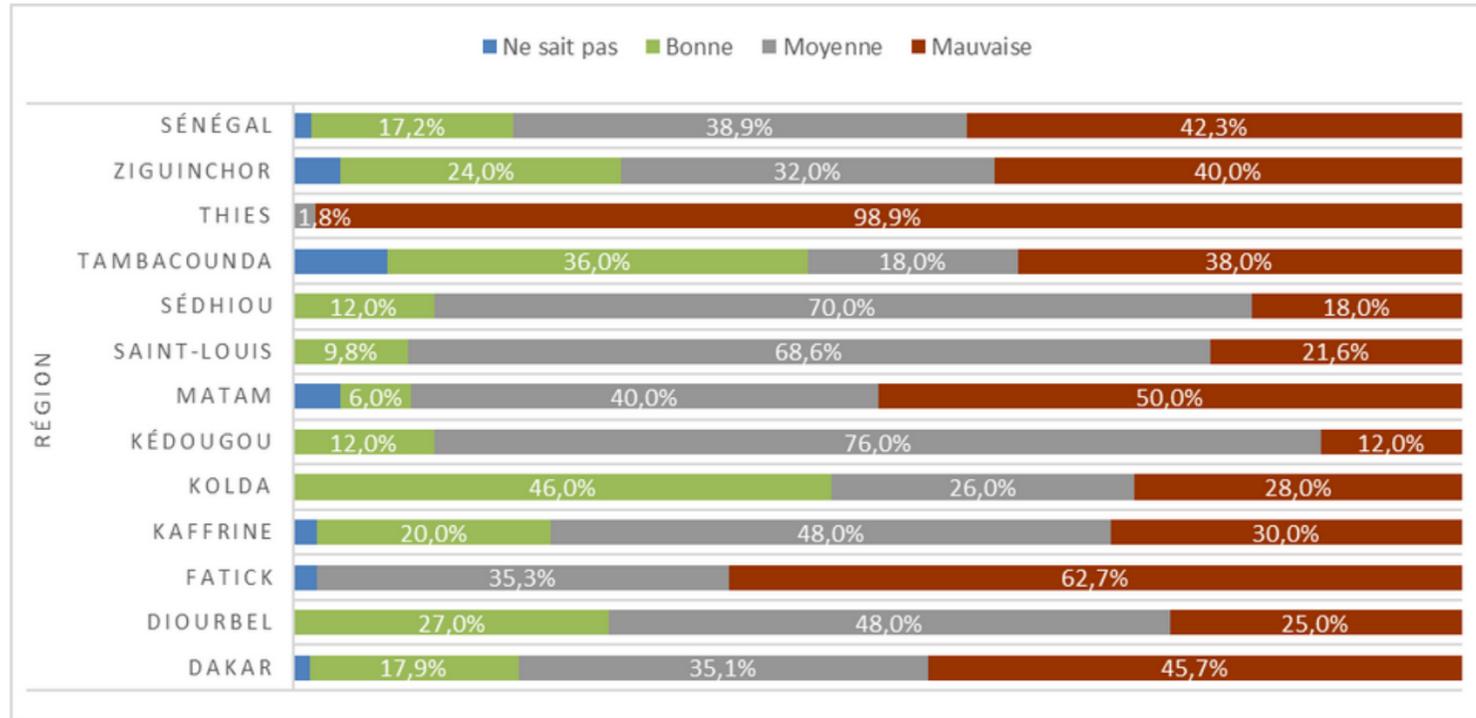


SITUATION ECONOMIQUE ET CONDITIONS VIE



SECTION 3.1 : SITUATION ECONOMIQUE

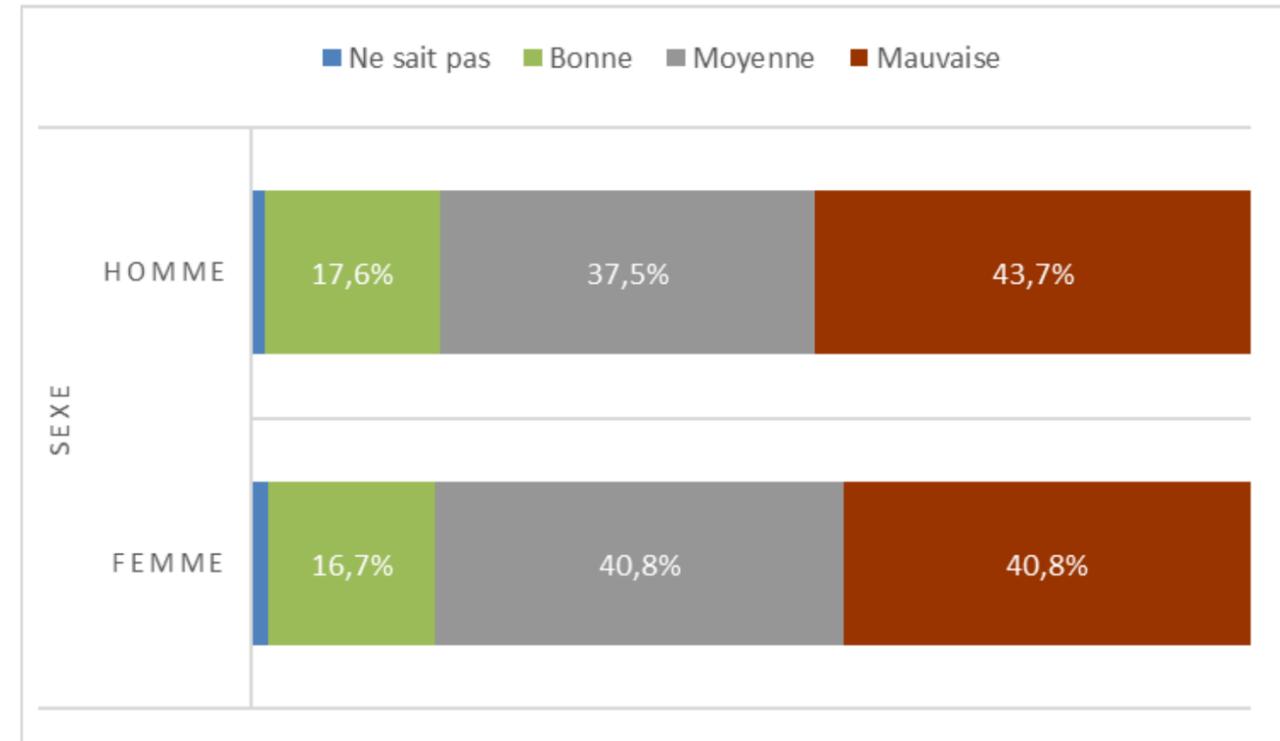
Section 3.1| Situation économique selon les régions



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

L'analyse des perceptions régionales sur la situation économique révèle des disparités importantes entre les régions. En effet, au Sénégal, 17,2 % jugent la situation « bonne », tandis que 42,3 % la trouvent « mauvaise » et 38,9 % la considèrent comme « moyenne ». Certaines régions, comme Kolda (46 %) et Tambacounda (36 %), se démarquent par une perception plus positive, alors que dans des régions comme Fatick (62,7 %), Matam (50 %) et Thiès (98,9 %), une majorité pense que la situation est « mauvaise ». Kédougou (76 %) et Saint-Louis (68,6 %) ont une forte proportion de personnes considérant la situation comme « moyenne ». Comparativement aux autres régions, Dakar affiche une évaluation plus pessimiste, avec un pourcentage élevé de perceptions négatives (45,7 %). Ces résultats témoignent d'une perception majoritairement modérée ou négative de l'économie, avec des différences marquées entre les régions, certaines exprimant un pessimisme plus prononcé que d'autres.

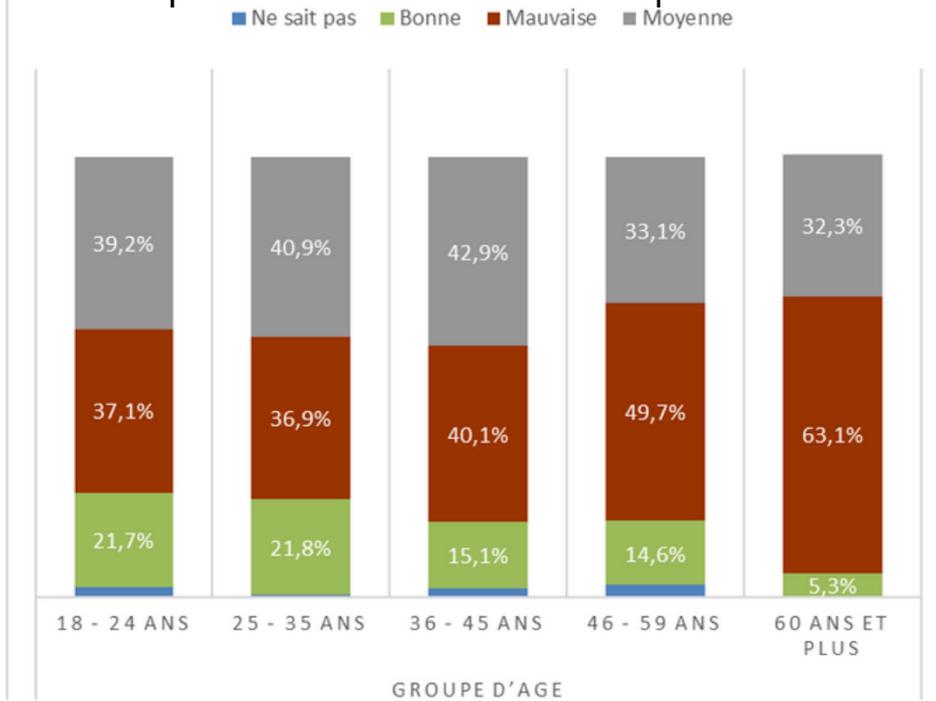
Section 3.1| Situation économique selon le genre



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

En termes de genre, les résultats montrent une perception similaire entre les femmes et les hommes concernant la situation économique actuelle du pays. En effet, 16,7 % des femmes et 17,6 % des hommes jugent la situation « bonne », des proportions relativement proches. Cependant, une majorité de répondants, 40,8 % des femmes et 43,7 % des hommes, considère la situation comme « mauvaise », indiquant un sentiment global de pessimisme. Par ailleurs, 40,8 % des femmes et 37,5 % des hommes perçoivent la situation comme « moyenne ». Enfin, une très faible proportion de répondants déclare ne pas savoir comment évaluer la situation, avec 1,7 % chez les femmes et 1,4 % chez les hommes. Ces résultats montrent une convergence générale dans les perceptions économiques selon le sexe, avec une tendance marquée vers une évaluation plutôt négative ou moyenne de la situation.

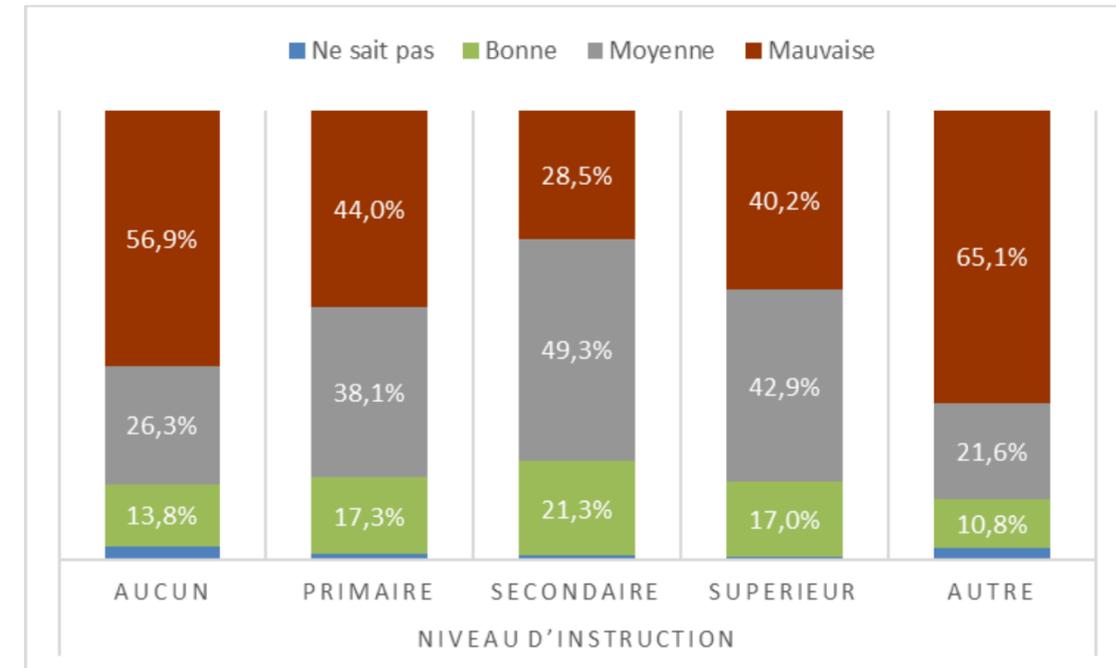
Section 3.1| Situation économique selon le groupe d'âge



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Suivant le groupe d'âge, les résultats montrent une variation des perceptions de la situation économique actuelle selon les groupes d'âge. Les jeunes âgés de 18 à 24 ans (21,7 %) et de 25 à 35 ans (21,8 %) sont plus optimistes, jugeant plus souvent la situation économique « bonne » par rapport aux personnes plus âgées, notamment celles de 60 ans et plus, où seulement 5,3 % partagent cet avis. Cependant, l'évaluation négative de la situation augmente avec l'âge : 63,1 % des personnes de 60 ans et plus la considèrent « mauvaise », contre 37,1 % chez les 18-24 ans. Les groupes d'âge intermédiaires (36-45 ans et 46-59 ans) ont des perceptions plus partagées, avec des proportions élevées jugeant la situation « moyenne », particulièrement chez les 36-45 ans (42,9 %). En ce qui concerne l'incertitude, elle est généralement faible dans tous les groupes, avec des pourcentages proches de 2 %. En résumé, les plus jeunes sont plus optimistes, tandis que l'insatisfaction augmente nettement avec l'âge.

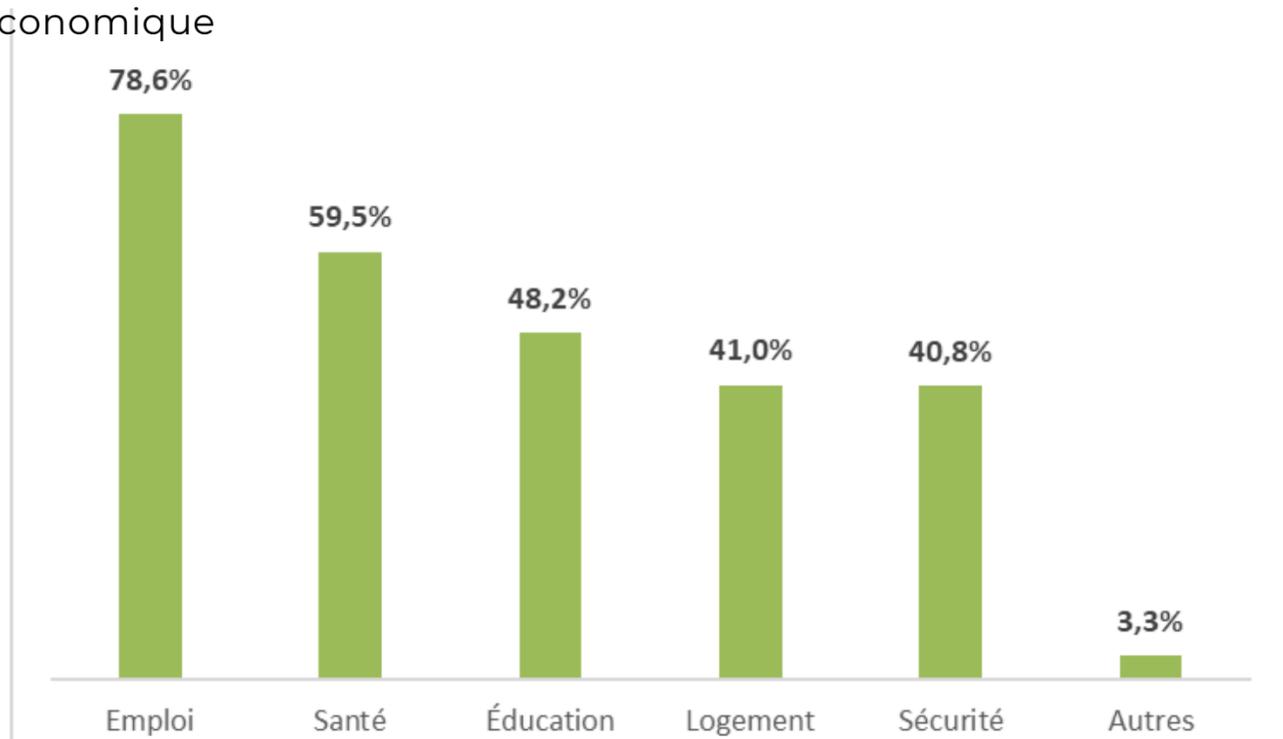
Section 3.1| Situation économique selon le statut professionnel



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Selon l'activité professionnelle, l'analyse montre des variations significatives entre les groupes. Les salariés et les étudiants sont les plus optimistes, avec respectivement 51,9 % et 48,3 % considérant la situation économique comme « moyenne ». Les salariés affichent également une proportion notable (21,1 %) de réponses qualifiant la situation de « bonne ». En revanche, les chômeurs et les ouvriers sont les plus pessimistes : 51,4 % des chômeurs et 60,2 % des ouvriers jugent la situation économique « mauvaise », montrant un fort mécontentement dans ces groupes. Les travailleurs indépendants et les commerçants ont des opinions partagées, mais tendent vers une perception plus négative, avec des proportions respectives de 40,5 % et 45,4 % qualifiant la situation de « mauvaise ». En somme, les personnes ayant un emploi stable ou en formation sont plus enclines à une évaluation positive ou modérée de l'économie, tandis que les groupes plus précaires, comme les chômeurs et les ouvriers, expriment des jugements plus négatifs.

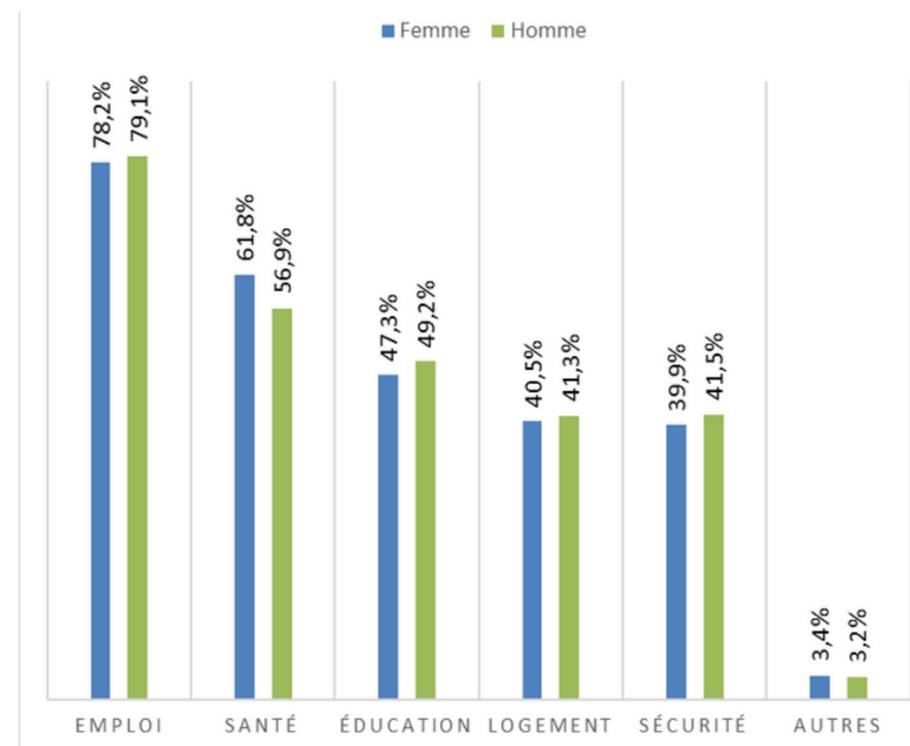
Section 3.1 | Principaux défis et préoccupation économique



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

L'analyse des principaux défis et préoccupations économiques par région met en évidence des priorités variées. Globalement, l'emploi apparaît comme la principale préoccupation à travers le Sénégal, avec une proportion de 78,7 %, et des taux particulièrement élevés à Dakar (90,7 %), Matam (90 %) et Sédhiou (96 %). Le logement est aussi une préoccupation majeure à Dakar (83,4 %), tandis que dans d'autres régions comme Fatick (3,9 %) et Kaffrine (2 %), cette problématique est beaucoup moins présente. L'éducation est un défi plus marqué dans des régions comme Dakar (74,8 %) et Thiès (81,7 %), tandis qu'elle est moins prioritaire dans des régions comme Saint-Louis (5,88 %) et Sédhiou (6 %). La santé est une préoccupation importante, notamment à Thiès (91,4 %) et Kédougou (86 %), alors qu'elle est moins perçue dans des régions comme Fatick (33,3 %). La sécurité est une question clé dans certaines régions comme Thiès (81,7 %) et Kolda (62 %), mais reste relativement moins prioritaire ailleurs, comme à Ziguinchor (12 %).

Section 3.1 | Principaux défis et préoccupation économique selon le genre



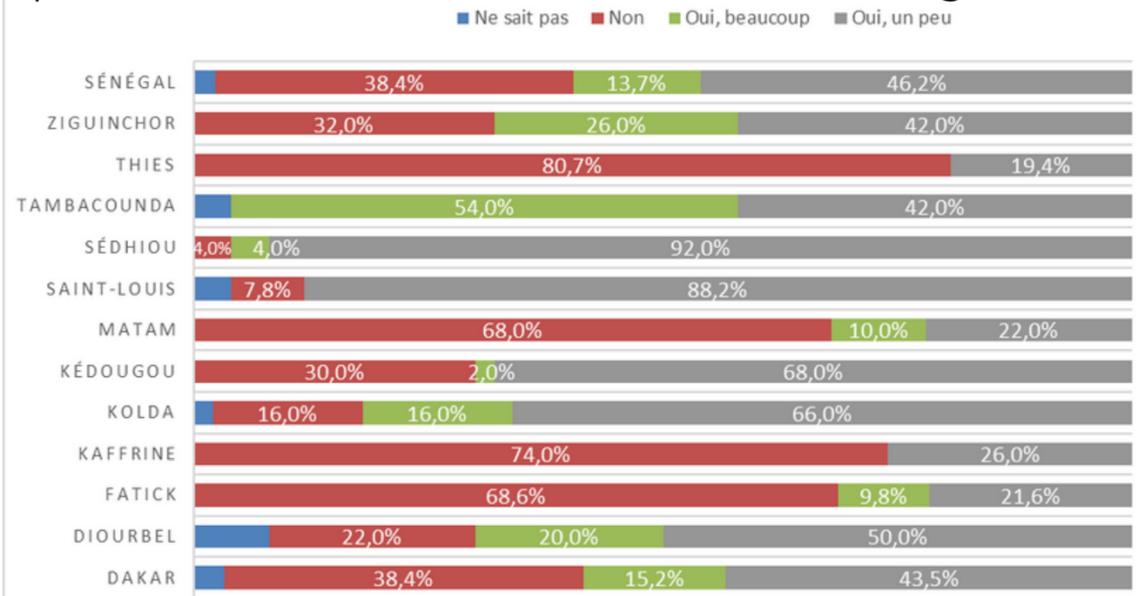
Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Selon le sexe, Les résultats révèlent que les préoccupations économiques principales sont similaires entre les femmes et les hommes, bien que des différences subtiles existent. L'emploi est la préoccupation majeure pour les deux sexes, avec 78,2 % des femmes et 79,1 % des hommes l'indiquant comme défi principal. L'éducation (47,3 % des femmes, 49,2 % des hommes) et le logement (40,5 % des femmes, 41,3 % des hommes) sont également des préoccupations importantes pour les deux groupes, avec des chiffres proches. Cependant, les femmes sont légèrement plus préoccupées par la santé (61,8 %) que les hommes (56,9 %), tandis que la sécurité est une priorité légèrement plus élevée pour les hommes (41,5 %) que pour les femmes (39,9 %). Enfin, très peu de répondants des deux sexes mentionnent d'autres préoccupations (environ 3 %). Ces résultats montrent une convergence des préoccupations entre les sexes, avec une forte focalisation sur l'emploi et les services sociaux.



SECTION 3.2 : CONDITIONS DE VIE

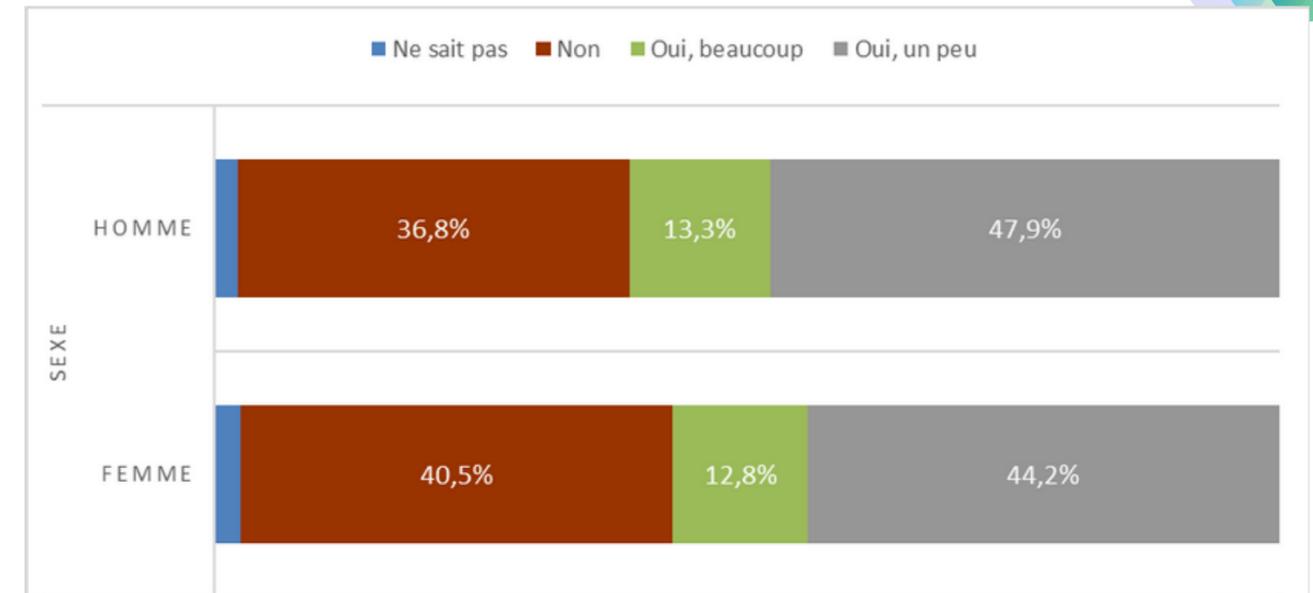
Section 3.2 | Effet de la baisse des coûts selon les régions



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

L'analyse des réponses sur l'effet de la baisse du coût de la vie au cours des trois derniers mois montre une variation significative selon les régions. Les résultats montrent que la majorité des répondants, selon les régions, ressentent peu (46,2%) ou pas du tout (38,4%) d'effet de la baisse du coût de la vie sur leur quotidien. Les taux de ceux qui affirment ne pas ressentir d'effet sont particulièrement élevés dans des régions comme Thiès (80,7 %), Fatick (68,6 %), Matam (68 %) et Kaffrine (74 %). La capitale, Dakar, avec 38,4 %, a une proportion plus modérée de répondants n'ayant pas ressenti de baisse, tout en ayant une part significative (43,5 %) qui a ressenti un effet minime. Les régions de Diourbel (50 %), Sédhiou (92 %), Kolda (66 %), Kédougou (68 %) et Saint-Louis (88 %) affichent les pourcentages les plus élevés de personnes ayant ressenti un effet modéré. Par ailleurs Tambacounda a le plus de répondants ayant déclaré avoir ressenti une baisse significative (54 %) du coût de la vie au cours des trois derniers mois. Ces résultats montrent une perception mitigée selon les localités, avec un contraste marqué entre les régions les plus rurales et les plus urbanisées.

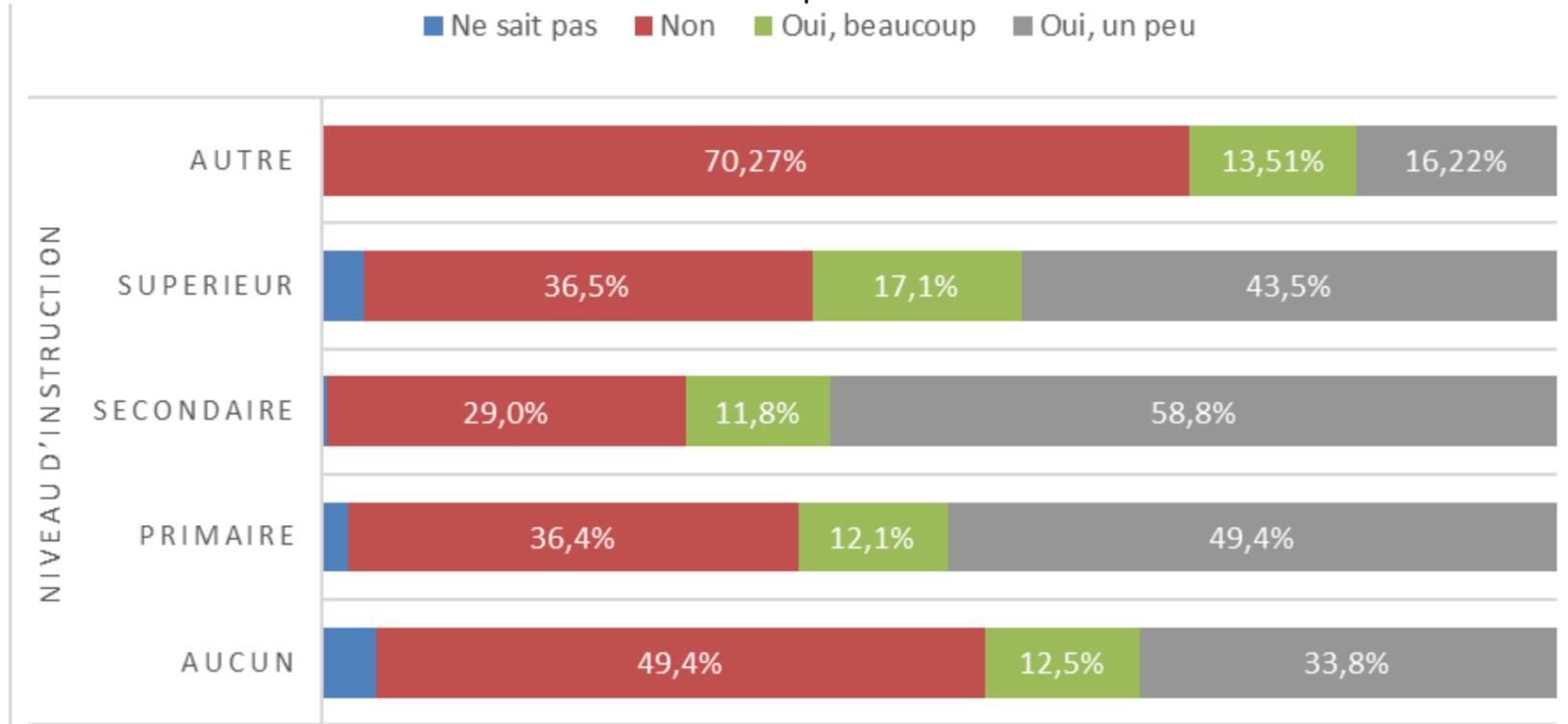
Section 3.2 | Effet de la baisse des coûts selon le genre



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Selon le sexe, les résultats révèlent des différences subtiles. En effet, la majorité des hommes (47,8 %) et des femmes (44,1 %) déclarent avoir ressenti «un peu» cet effet, ce qui montre que cette perception modérée est largement partagée. Cependant, les femmes sont légèrement plus nombreuses à déclarer n'avoir ressenti aucun effet (40,5 %) par rapport aux hommes (36,7 %), suggérant peut-être une moindre sensibilité ou un moindre impact économique sur leur quotidien. En revanche, les hommes sont un peu plus nombreux à indiquer avoir beaucoup ressenti cet effet (13,3 %) par rapport aux femmes (12,7 %), ce qui pourrait refléter des différences dans la manière dont les sexes ressentent ou interprètent les variations des coûts de la vie. Ces résultats soulignent que bien que l'effet soit perçu de manière similaire, les hommes semblent légèrement plus affectés par les fluctuations des coûts de la vie.

Section 3.2 | Effet de la baisse du coût de la vie selon la situation professionnelle



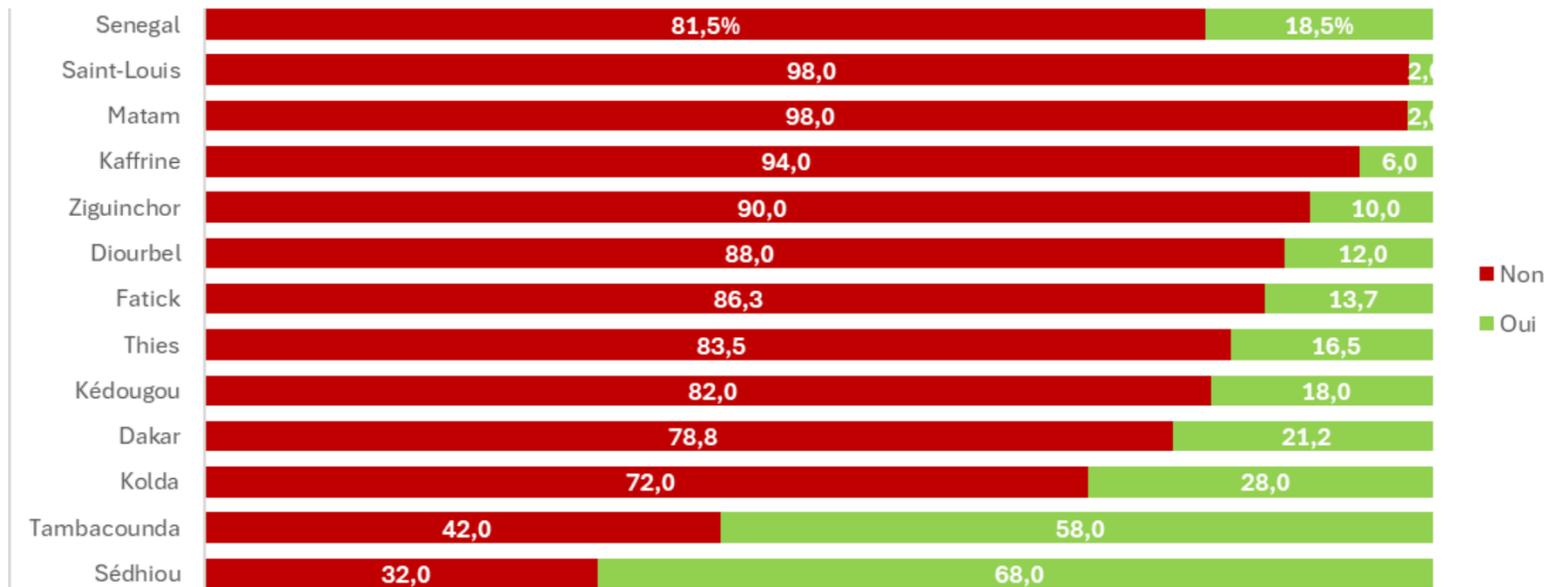
Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

L'analyse des résultats par activité professionnelle montre des perceptions distinctes de l'effet de la baisse du coût de la vie. Les travailleurs indépendants sont les plus nombreux à déclarer qu'ils n'ont pas ressenti de changement (51,5 %), ce qui pourrait indiquer une moindre sensibilité aux fluctuations économiques, probablement en raison de leur flexibilité professionnelle. Les salariés, quant à eux, sont majoritairement affectés de manière modérée, avec 59,6 % indiquant avoir ressenti « un peu » l'effet de la baisse du coût de la vie, suggérant une adaptation partielle aux changements économiques. Les ouvriers et commerçants suivent cette même tendance avec des taux de 46,9 % et 47,3 %, respectivement, ressentant l'impact de manière modérée. Les étudiants se distinguent par une proportion plus élevée (23,6 %) déclarant avoir ressenti cet effet de manière significative (« beaucoup »), ce qui peut s'expliquer par leur dépendance financière et leur vulnérabilité aux variations économiques.

Les chômeurs, quant à eux, présentent un profil similaire aux autres groupes, avec une répartition équilibrée : 41,1 % ont ressenti l'effet « un peu », tandis que 40,2 % n'ont pas ressenti d'effet, reflétant peut-être l'incertitude de leur situation économique.

En somme, les salariés et les travailleurs indépendants ressentent surtout des effets modérés, tandis que les étudiants semblent plus sensibles aux baisses du coût de la vie. Les chômeurs et ouvriers montrent des réponses plus variées, mais restent globalement touchés par les fluctuations économiques.

Section 3.2| Situation sur les violences selon les régions

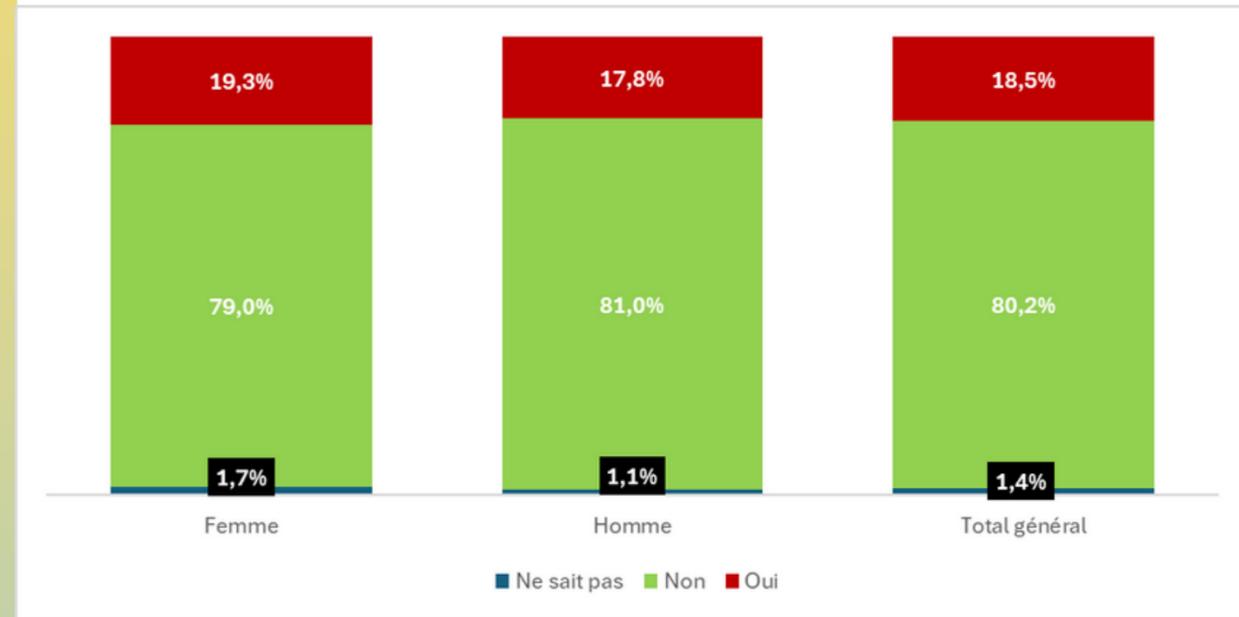


Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Les résultats de cette enquête montrent des disparités frappantes dans l'expérience des violences, harcèlement, vols ou agressions, selon les différentes régions du Sénégal au cours des trois derniers mois. À l'échelle nationale, 18,5 % des répondants ont affirmé avoir été victimes de ce type de violences, tandis que 80,2 % n'ont pas été confrontés à de telles situations, et 1,4 % des personnes interrogées ont indiqué ne pas savoir. Toutefois, en observant de plus près les données régionales, des contrastes importants apparaissent. Par exemple, des régions comme Sédhiou et Tambacounda enregistrent des taux d'incidence particulièrement élevés, avec respectivement 68 % et 58 % des répondants affirmant avoir été victimes de violences. Ces chiffres alarmants suggèrent des défis spécifiques en matière de sécurité dans ces zones, qui pourraient être exacerbés par des facteurs tels que l'instabilité économique, l'isolement géographique ou la faiblesse des infrastructures de sécurité.

En revanche, des régions comme Saint-Louis et Matam affichent des taux très bas de signalement, avec des taux de victimisation ne dépassant pas 2 %. Ces résultats suggèrent une situation de sécurité relative dans ces régions, probablement liée à une meilleure couverture sécuritaire, un environnement plus stable ou des politiques locales plus efficaces dans la prévention de la criminalité. La région de Dakar, en dépit de son statut de capitale, présente un taux de victimisation de 21,2 %, légèrement supérieur à la moyenne nationale, ce qui pourrait indiquer une plus grande concentration des crimes en milieu urbain, potentiellement en raison d'une densité de population plus élevée et d'une plus grande précarité. Ces données soulignent l'importance d'adopter des approches régionales spécifiques pour lutter contre la violence, en prenant en compte les réalités locales. Les autorités doivent non seulement renforcer les efforts de prévention et de protection dans les zones les plus touchées comme Sédhiou et Tambacounda, mais aussi continuer à surveiller les zones plus sûres afin de maintenir les acquis en matière de sécurité. Une meilleure compréhension des facteurs contributifs régionaux, incluant les dimensions socio-économiques, culturelles et géographiques, sera essentielle pour orienter les stratégies de sécurité publique à l'échelle nationale.

Section 3.2 | Situation de violence selon le genre



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

En termes de genre, les données révèlent que 19,3 % des femmes interrogées ont affirmé avoir été victimes de violences, contre 17,8 % des hommes. Les proportions de ceux qui n'ont pas été victimes sont légèrement plus élevées chez les hommes (81 %) par rapport aux femmes (79 %). De plus, un faible pourcentage d'individus (1,4 % au total) a répondu qu'ils ne savaient pas s'ils avaient été victimes de telles situations. Ces résultats indiquent que les femmes sont légèrement plus exposées aux violences que les hommes dans cette période récente, bien que la différence ne soit pas très marquée. Ces données pourraient refléter une vulnérabilité accrue des femmes à certaines formes de violence, notamment le harcèlement, souvent plus fréquemment rapporté par cette catégorie. Toutefois, l'écart reste assez réduit, ce qui suggère que les deux sexes sont largement confrontés à des niveaux de violence similaires, du moins selon les réponses collectées dans cette enquête.

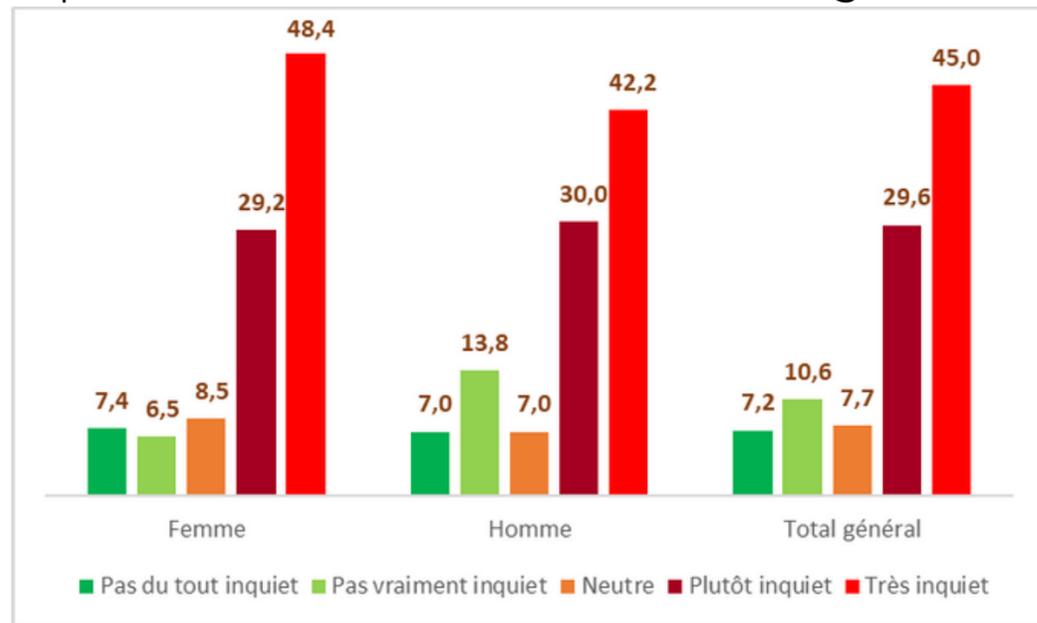
Section 3.2 | Situation de l'insécurité selon les régions

Niveau d'inquiétude (%)	Pas du tout inquiet	Pas vraiment inquiet	Neutre	Plutôt inquiet	Très inquiet	Total général
Thiès	-	-	-	4,3	95,7	100
Fatick	-	7,8	2,0	17,6	72,5	100
Kaffrine	2,0	8,0	8,0	22,0	60,0	100
Matam	6,0	22,0	4,0	10,0	58,0	100
Tambacounda	-	2,0	10,0	32,0	56,0	100
Dakar	6,6	5,3	1,3	35,1	51,7	100
Sédhiou	-	2,0	44,0	6,0	48,0	100
Ziguinchor	6,0	18,0	4,0	50,0	22,0	100
Kédougou	-	6,0	4,0	68,0	22,0	100
Diourbel	4,0	25,0	13,0	41,0	17,0	100
Kolda	4,0	10,0	12,0	68,0	6,0	100
Saint-Louis	66,7	25,5	3,9	2,0	2,0	100
Senegal	7,2	10,6	7,7	29,6	45,0	100

Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Le tableau montre que 45 % des répondants à l'échelle nationale se disent "très inquiets", tandis qu'une petite minorité de 7 % se sent "pas du tout inquiète". Les résultats révèlent des disparités significatives en fonction des zones géographiques. Dans la région de Thiès, 95,7 % des personnes interrogées se disent "très inquiètes", ce qui en fait l'une des régions les plus préoccupées par l'insécurité. Dakar, la capitale, montre également un fort niveau d'inquiétude avec 51,7 % des répondants se déclarant "très inquiets", bien que 6,6 % ne soient "pas du tout inquiets". Fatick, Kaffrine, et Kédougou affichent également des taux élevés de personnes "très inquiètes", respectivement 72,5 %, 60 %, et 68 %. À l'opposé, Saint-Louis se distingue par une proportion importante de personnes "pas du tout inquiètes" (66,7 %), suggérant que l'insécurité y est perçue comme une moindre menace. Ces résultats soulignent une forte préoccupation vis-à-vis de l'insécurité, particulièrement dans certaines régions, où les perceptions de risque sont nettement plus élevées. Cela pourrait indiquer des différences réelles dans les niveaux de sécurité, ou bien des perceptions influencées par des facteurs socio-économiques ou politiques propres à chaque région.

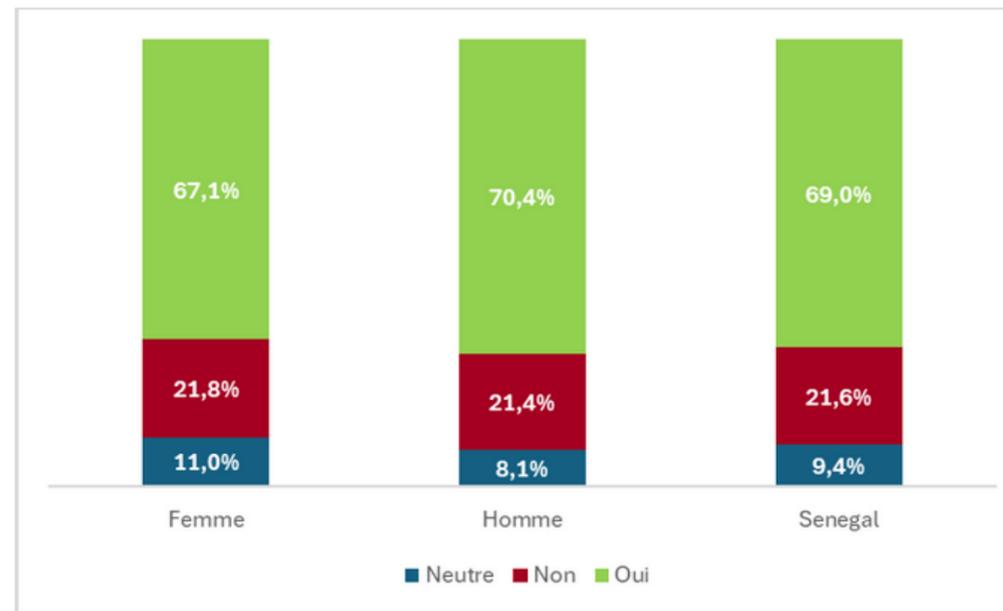
Section 3.2 | Situation de l'insécurité selon le genre



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Le graphique montre le niveau d'inquiétude concernant l'insécurité dans le pays, réparti selon le genre. De manière générale, on observe que 45 % des répondants se disent "très inquiets", avec des disparités notables entre les femmes et les hommes. Les femmes sont légèrement plus inquiètes que les hommes, avec 48,4 % d'entre elles se déclarant "très inquiètes", contre 42,2 % chez les hommes. Par ailleurs, une proportion plus importante d'hommes se dit "pas vraiment inquiet" (13,8 %) par rapport aux femmes (6,5 %), ce qui montre une différence notable dans la perception de l'insécurité entre les genres. La proportion de personnes "plutôt inquiètes" est similaire entre les deux groupes, autour de 29 %. Ces chiffres révèlent une inquiétude généralisée vis-à-vis de l'insécurité, mais soulignent également que les femmes semblent plus préoccupées que les hommes, probablement en raison de leur plus grande vulnérabilité face à certaines formes de violence ou d'agression. L'analyse de ces données pourrait servir à mieux cibler les politiques de sécurité en prenant en compte les différences de perceptions selon le genre.

Section 3.2 | perception sur l'instauration de peine de mort selon le genre



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Les résultats montrent un soutien majoritaire à l'instauration de la peine de mort au Sénégal, avec 69 % des répondants se prononçant en faveur de cette mesure. Ce soutien semble légèrement plus élevé chez les hommes (70,4 %) par rapport aux femmes (67,1 %), ce qui pourrait refléter des différences dans la perception des questions de sécurité, de justice et de châtime entre les genres. Le fait que plus de femmes que d'hommes se déclarent neutres (11 % contre 8,1 %) pourrait indiquer une plus grande hésitation chez les femmes à prendre une position tranchée sur cette question, peut-être en raison de facteurs socio-culturels ou de préoccupations éthiques. L'opposition à la peine de mort reste faible mais constante, avec environ 21 % des répondants des deux sexes se déclarant contre, suggérant que bien qu'une majorité soutienne la peine capitale, il existe une portion significative de la population qui est défavorable ou indécise face à cette question. Cette distribution pourrait refléter des divergences sur les moyens de lutte contre la criminalité ou sur les principes de justice, où la peine de mort est souvent perçue comme une mesure drastique et controversée.

Section 3.2| perception sur l'instauration de peine de mort selon les régions

	Étiquettes de Neutre	Non	Oui	Total général
Dakar	4,0%	20,5%	75,5%	100,0%
Diourbel	15,0%	45,0%	40,0%	100,0%
Fatick	3,9%	11,8%	84,3%	100,0%
Kaffrine	20,0%	6,0%	74,0%	100,0%
Kédougou	20,0%	44,0%	36,0%	100,0%
Kolda	6,0%	46,0%	48,0%	100,0%
Matam	8,0%	16,0%	76,0%	100,0%
Saint-Louis	13,7%	7,8%	78,4%	100,0%
Sédhiou	0,0%	6,0%	94,0%	100,0%
Tambacound	10,0%	20,0%	70,0%	100,0%
Thies	0,0%	2,2%	97,8%	100,0%
Ziguinchor	26,0%	30,0%	44,0%	100,0%
Sénégal	9,4%	21,6%	69,0%	100,0%

Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

En termes de région, on observe que certaines régions comme Thiès (97,8 %), Sédhiou (94 %), et Fatick (84,3 %) expriment un soutien massif en faveur de la peine de mort. À l'opposé, des régions comme Ziguinchor (44 %) et Kédougou (36 %) montrent un soutien plus modéré, avec une répartition plus équilibrée entre les partisans et les opposants. Dakar, la capitale, présente un fort appui à la peine de mort (75,5 %), mais aussi une proportion relativement plus élevée de personnes opposées (20,5 %), comparée à d'autres régions. Les régions de Diourbel (40 %) et Ziguinchor (44 %) affichent les taux les plus élevés d'opposition à la peine capitale. Ces résultats révèlent une tendance générale en faveur de la peine de mort, bien qu'il existe des divergences importantes entre les différentes régions du pays. Ces disparités régionales pourraient être liées à des facteurs socio-culturels et historiques spécifiques, influençant les perceptions et les attitudes face à ce sujet sensible.

Cela soulève également la question de la perception de la peine de mort dans un contexte sénégalais où elle a été abolie de facto, mais où des incidents violents ou des préoccupations concernant l'insécurité pourraient encourager une demande de mesures plus sévères. Ces résultats appellent à une réflexion approfondie sur l'état de la justice et la sécurité dans le pays, ainsi que sur la manière dont des politiques de lutte contre la criminalité peuvent être envisagées pour répondre aux attentes d'une population inquiète, tout en respectant les droits humains et les normes internationales.



© picture-alliance/AP/Libyan Coast Guard

SECTION 4 : SITUATION SOCIALE (MIGRATION ET ACCIDENTS DE CIRCULATION)

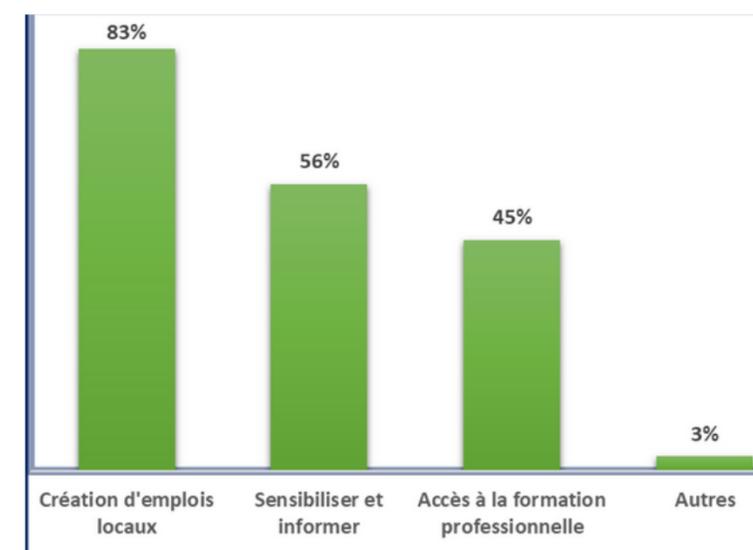
Section 4 | Les causes de la migration irrégulière des jeunes



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Lorsqu'on interroge les Sénégalais sur les raisons qui motivent la migration irrégulière, 78 % des répondants pointent le chômage élevé comme principal facteur, tandis que 66 % mettent en avant la pauvreté et le manque d'opportunités économiques. Par ailleurs, plus de la moitié des personnes interrogées (55 %) expliquent ce phénomène par la pression sociale et familiale subie par les jeunes. En outre, 36 % des participants citent l'influence des réseaux sociaux et le rêve d'une vie meilleure en Europe comme des moteurs importants. Concernant les facteurs politiques, 23 % et 18 % des répondants respectivement mentionnent l'instabilité politique et sociale ainsi que l'absence de politiques efficaces pour endiguer ce phénomène. Enfin, seulement 1 % des sondés évoquent d'autres raisons que celles-ci. Ces analyses mettent en évidence l'importance du contexte socio-économique dans la lutte contre la migration irrégulière au Sénégal. La priorité donnée à la création d'emplois locaux reflète une volonté de s'attaquer à la racine du problème, à savoir le chômage et le manque d'opportunités économiques, perçus comme les principaux moteurs de la migration.

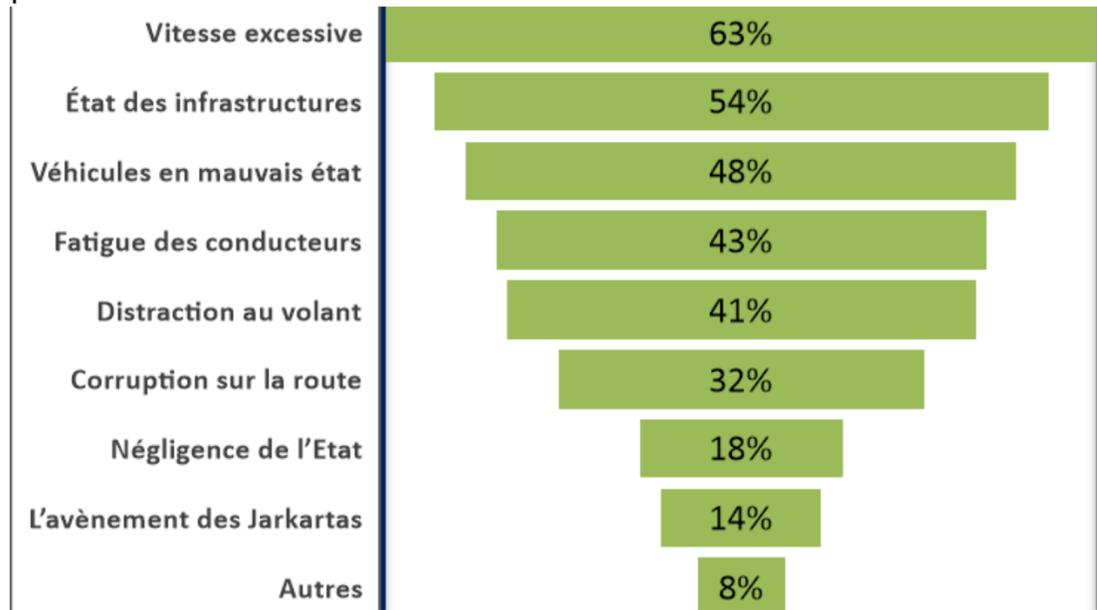
Section 4 | Les solutions pour lutter contre la migration irrégulière des jeunes



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Il en ressort que 8 personnes sur 10 des répondants, estiment que la création d'emplois locaux est la solution la plus appropriée. Ce résultat confirme l'avis de 78 % des enquêtés, qui avaient identifié le chômage comme la principale cause de cette migration. En outre, 56 % des participants considèrent que sensibiliser et informer les jeunes sur les dangers de la migration irrégulière est une solution essentielle. Par ailleurs, 4 personnes sur 10 pensent que l'accès à la formation professionnelle constitue une réponse efficace. Enfin, seulement 3 % des interrogés ont proposé d'autres solutions. Ces résultats révèlent une réalité complexe et multiforme des accidents de la circulation au Sénégal, où les causes identifiées touchent à la fois les comportements individuels, l'état des infrastructures et les conditions sociétales. L'excès de vitesse apparaît comme un problème majeur, souvent favorisé par un manque de contrôle et de régulation adéquats.

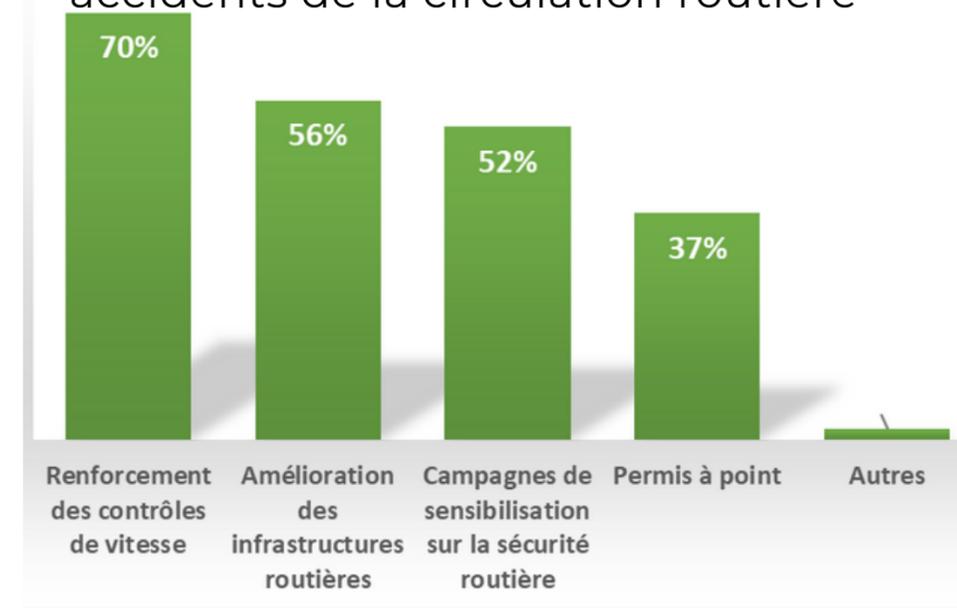
Section 4 | Les causes des accidents de la circulation routière



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Plus de la moitié, soit 63% des répondants, ont déclaré que ces accidents étaient dus à un excès de vitesse de la part des chauffeurs. Parmi les autres causes évoquées, 54% estiment que l'état des infrastructures contribue aux accidents. De plus, 48% des personnes interrogées ont également cité la mauvaise condition des véhicules, 43% suggèrent la fatigue des conducteurs, alors que 41% évoquent l'inattention ou la distraction au volant comme facteurs principaux. Par ailleurs, 32% ont mentionné la corruption sur la route comme un facteur explicatif. Une part des répondants (18%) a pointé la négligence de l'État dans l'application des mesures nécessaires pour réduire ces accidents. L'apparition des "Jakartas" a aussi été signalée par 14% des répondants comme une cause croissante des accidents. Ces résultats révèlent une réalité complexe et multiforme des accidents de la circulation au Sénégal, où les causes identifiées touchent à la fois les comportements individuels, l'état des infrastructures et les conditions sociétales. L'excès de vitesse apparaît comme un problème majeur, souvent favorisé par un manque de contrôle et de régulation adéquats.

Section 4 | Les solutions pour limiter les accidents de la circulation routière



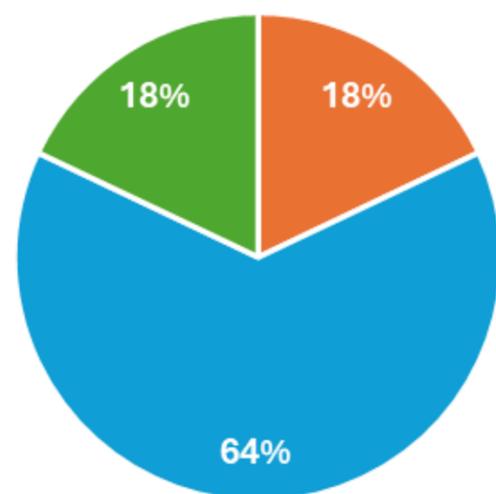
Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Une majorité des répondants, soit 70%, recommande le renforcement des contrôles de vitesse comme moyen efficace pour limiter les accidents. Ce constat est en lien avec les causes évoquées précédemment, où 63% des sondés ont désigné l'excès de vitesse comme la principale cause des accidents. Environ une personne sur deux, soit respectivement 56% et 52% des répondants, suggère l'amélioration des infrastructures routières et la mise en place de campagnes de sensibilisation sur la sécurité routière comme des moyens efficaces de prévention. De plus, 37% des participants considèrent que l'instauration du permis à points pourrait également contribuer à la réduction des accidents. Enfin, seuls 2% des répondants ont proposé d'autres solutions, telles que la formation des conducteurs et l'application de sanctions sévères à l'encontre des chauffeurs fautifs. Il est intéressant de voir que les propositions pour réduire les accidents de la route au Sénégal touchent à plusieurs aspects de la sécurité routière. Le renforcement des contrôles de vitesse est une mesure largement soutenue, ce qui montre bien la préoccupation des Sénégalais face à l'excès de vitesse.



Section 5 : POLITIQUE, GOUVERNANCE ET DEMOCRATIE

Section 5 | Opinion sur la dissolution de l'assemblée



■ Défavorable ■ Favorable ■ Indifférent

Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Les résultats du graphique révèlent les opinions des Sénégalais sur la dissolution de l'Assemblée nationale. Une majorité de répondants, soit 64,1 %, se déclare favorable à cette dissolution. En revanche, 18 % des personnes interrogées se disent défavorables à une telle décision, tandis qu'un autre groupe de 18 % adopte une position indifférente. Ces résultats montrent un soutien majoritaire à la dissolution, mais avec une proportion notable de la population qui s'y oppose ou reste neutre sur la question.

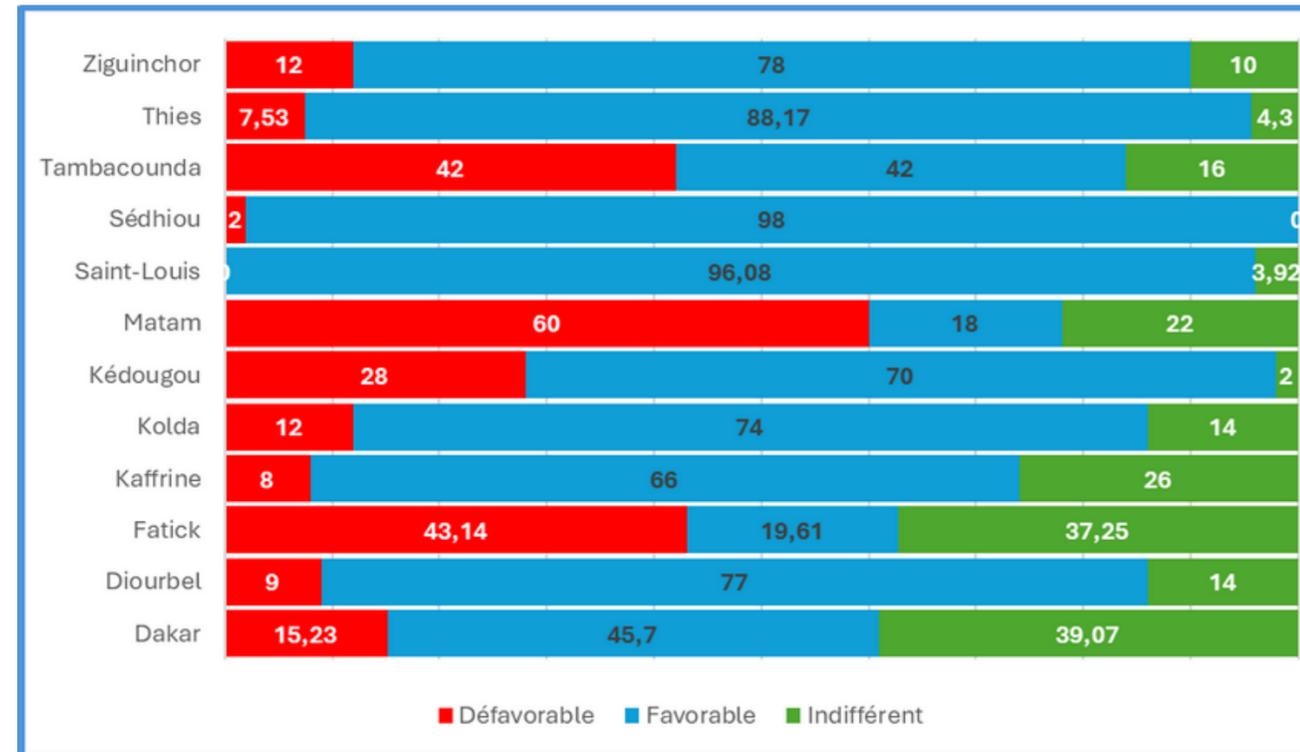
Section 5 | Opinion sur la dissolution de l'assemblée selon le genre

Opinion sur la dissolution de l'Assemblée nationale	Sexe		
	Femme	Homme	Total
Défavorable	17,56	18,28	17,96
Favorable	60,62	66,82	64,07
Indifférent	21,81	14,9	17,96
Total	100	100	100

Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Le tableau montre une répartition des opinions sur la dissolution de l'Assemblée nationale en fonction du sexe. Les hommes et les femmes expriment globalement un soutien majoritaire à cette dissolution, avec 66,8 % des hommes et 60,6 % des femmes favorables. Cependant, les femmes sont plus nombreuses à être indifférentes, avec 21,8 % contre 14,9 % chez les hommes. En ce qui concerne l'opposition à la dissolution, les pourcentages sont similaires pour les deux sexes : 17,6 % chez les femmes et 18,3 % chez les hommes. Ainsi, bien que les hommes soient légèrement plus enclins à soutenir la dissolution, les femmes tendent à exprimer plus d'indifférence. Ces résultats suggèrent une opinion globalement favorable à la dissolution, mais avec des nuances notables entre les sexes, notamment sur l'indifférence et la légère variation du soutien.

Section 5 | Opinion sur la dissolution de l'assemblée selon les régions (%)



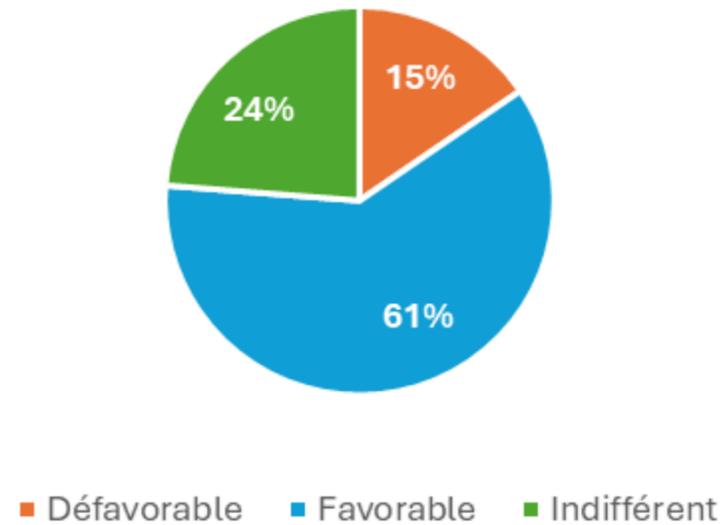
Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Le graphique illustre les opinions régionales sur la dissolution de l'Assemblée nationale au Sénégal. À Dakar, la majorité des habitants semblent divisés, avec 45,7 % de favorables, mais un taux significatif d'indifférents (39,1 %) et 15,2 % de défavorables. Diourbel et Kolda sont fortement en faveur de la dissolution, avec respectivement 77 % et 74 % de soutien, accompagnés d'un faible taux de défavorables et d'indifférents. À l'opposé, Fatick et Matam se distinguent par une forte opposition, avec 43,14 % et 60 % de défavorables respectivement, bien que Matam ait aussi un faible soutien de 18 %.

Saint-Louis (96,1 %) et Sédhiou (98 %) sont les régions les plus favorables, avec des taux presque unanimes de soutien et une absence quasi totale d'opposition. À Kaffrine et Ziguinchor, la majorité soutient également la dissolution, bien que l'indifférence reste présente à un niveau modéré. Par ailleurs, Kédougou exprime un fort soutien (70 %), mais avec un faible taux d'indifférents (2 %).

Tambacounda et Fatick se distinguent par une opposition partagée, avec 42 % de défavorables à Tambacounda et 43,1 % à Fatick, bien que cette dernière région ait aussi un nombre élevé d'indifférents. Enfin, Thiès affiche un soutien écrasant de 88,2 %, avec une faible opposition de 7,5 % et très peu d'indifférents. Ces données révèlent des divergences notables entre les régions, certaines étant fortement favorables à la dissolution tandis que d'autres montrent une forte opposition ou indifférence.

Section 5 | Opinion sur la suppression de HCCT et CESE



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Les résultats montrent que la majorité des répondants (60,8 %) se déclarent favorables à la suppression du Haut Conseil des Collectivités Territoriales et du Conseil Economique Social et Environnemental, reflétant une opinion largement en faveur de cette mesure. Cependant, 23,7 % des personnes interrogées sont indifférentes à la question, indiquant qu'un nombre non négligeable de personnes ne se sentent pas particulièrement concernées par cette proposition. En revanche, seulement 15,4 % des répondants se disent défavorables à la suppression, montrant que l'opposition est relativement faible. Ces chiffres suggèrent que la suppression de ces institutions pourrait bénéficier d'un large soutien populaire, bien que certains restent indifférents.

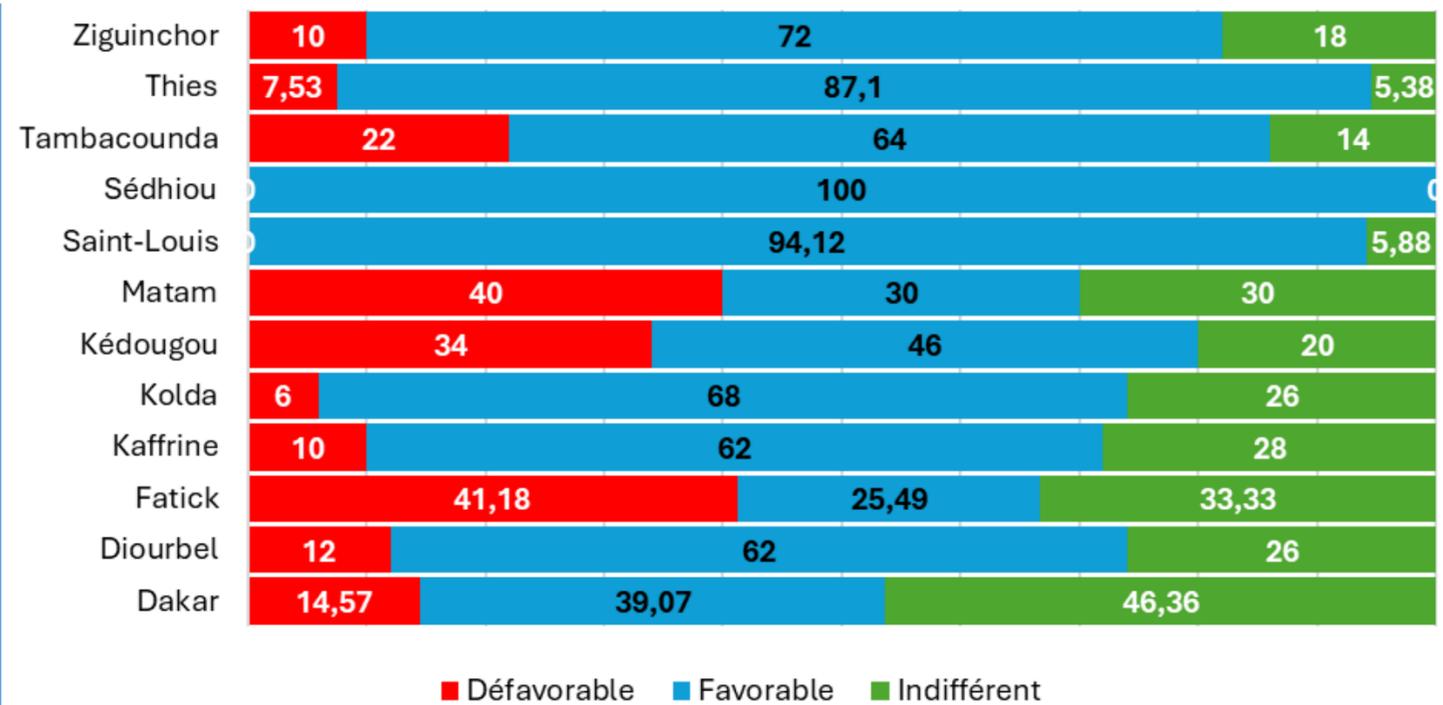
Section 5 | Opinion sur la suppression de HCCT et CESE selon le genre

Suppression du Haut Conseil des Collectivités Territorial	Sexe	
	Femme	Homme
Défavorable	14,16	16,48
Favorable	56,66	64,11
Indifférent	29,18	19,41
Total	100	100

Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Le tableau met en évidence les opinions sur la suppression du HCCT et du CESE selon le sexe des répondants. Chez les femmes, 56,7 % se montrent favorables à cette suppression, tandis que 14,2 % y sont défavorables et 29,2 % sont indifférentes, ce qui révèle une part significative d'indifférence parmi cette population. Du côté des hommes, le soutien à la suppression est légèrement plus élevé, avec 64,1 % favorables. Cependant, ils sont un peu plus nombreux à s'opposer à la mesure (16,48 %) comparé aux femmes, tandis que l'indifférence est plus faible chez eux (19,4 %). Ces résultats montrent une tendance générale favorable à la suppression, mais avec des niveaux d'indifférence et d'opposition qui varient légèrement selon le sexe.

Section 5 | Opinion sur la suppression de HCCT et CESE selon les régions (%)



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

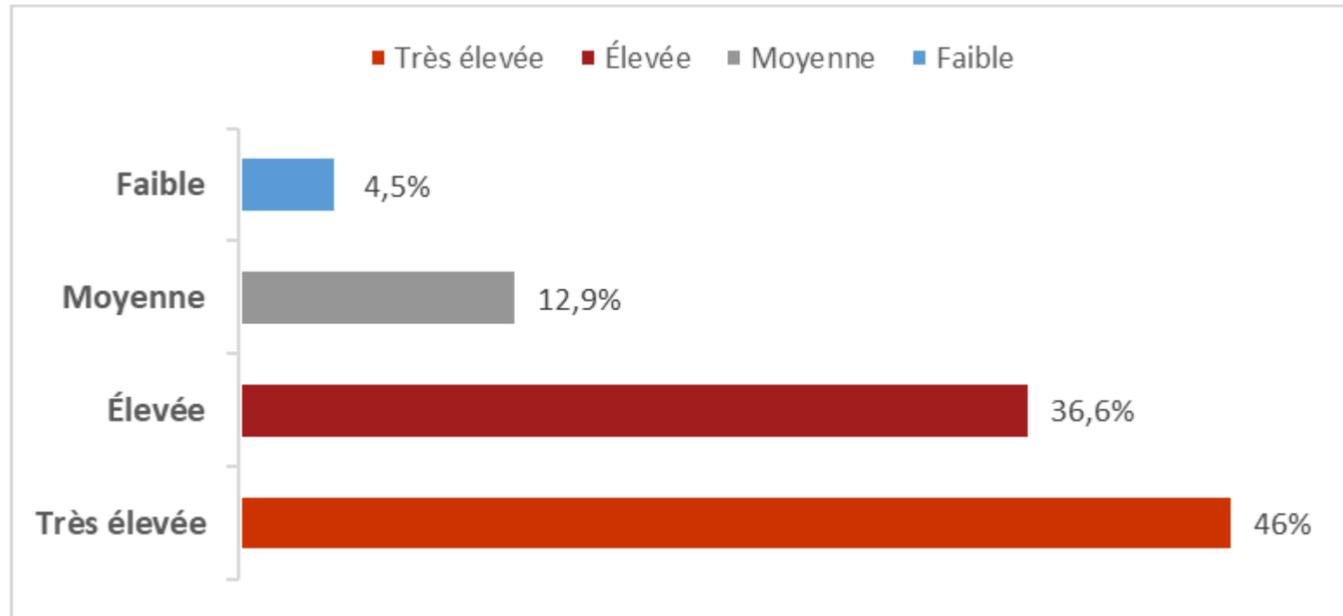
À Dakar, les répondants sont majoritairement indifférents (46,4 %), bien que 39,1 % soient favorables et 14,6 % défavorables à cette suppression. Dans la région de Diourbel, le soutien est plus net, avec 62 % de répondants favorables et 12 % défavorables, tandis que 26 % sont indifférents. Fatick présente une forte opposition, avec 41,2 % de répondants défavorables, mais également une part significative d'indifférents (33,3 %), et seulement 25,5 % de soutien. Dans la région de Kaffrine, la majorité est favorable à la suppression (62 %), 10 % sont opposés et 28 % sont indifférents. Kolda suit une tendance similaire avec 68 % de soutien, 6 % d'opposition et 26 % d'indifférence.

Kédougou montre une opposition plus forte (34 %) et un soutien plus modéré (46 %), avec 20 % d'indifférence. À Matam, 40 % des répondants sont défavorables, tandis que 30 % sont favorables et indifférents. À Saint-Louis, le soutien à la suppression est quasi unanime avec 94,1 % de réponses favorables, contre seulement 5,88 % d'indifférents et aucune opposition.

Sédhiou se distingue par un soutien total à la suppression, avec 100 % des répondants favorables. À Tambacounda, 64 % des répondants sont favorables, 22 % sont défavorables, et 14 % indifférents. Thies affiche également un soutien élevé (87,1 %) avec seulement 7,5 % d'opposition et 5,4 % d'indifférence. Enfin, à Ziguinchor, 72 % des répondants sont favorables, 18 % indifférents et 10 % défavorables.

Ces résultats révèlent des disparités régionales importantes, avec certaines régions comme Sédhiou, Saint-Louis et Thies montrant un large soutien à la suppression du HCCT et du CESE, tandis que d'autres, comme Fatick et Kédougou, présentent des niveaux plus élevés d'opposition ou d'indifférence.

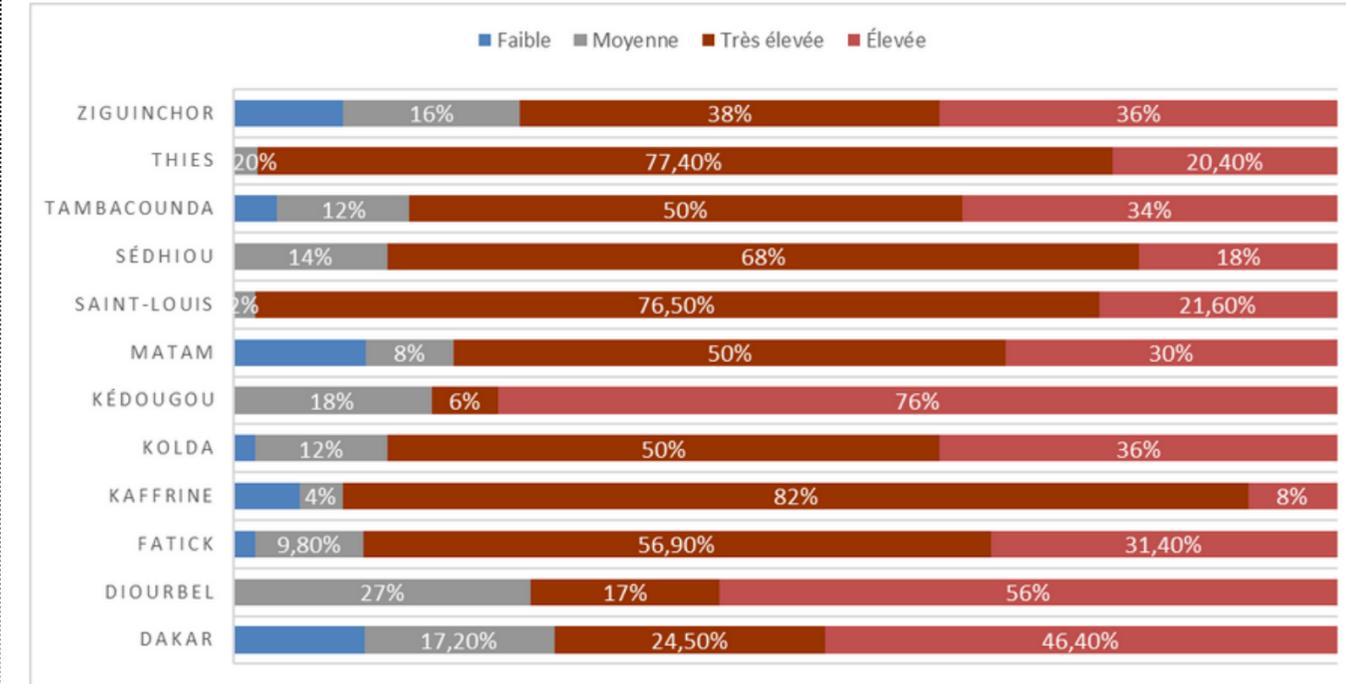
Section 5 | Opinion sur la corruption dans les institutions



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

L'analyse des perceptions de la corruption dans les institutions publiques met en lumière une inquiétude profonde au sein de la population, avec des chiffres alarmants. En effet, 46 % des répondants estiment que la corruption est très élevée, ce qui reflète une perception particulièrement pessimiste de l'état de transparence des institutions. Par ailleurs, 36,6 % des personnes interrogées jugent également que la corruption est élevée, ce qui porte à plus de 80 % la proportion de citoyens qui considèrent la corruption comme un problème majeur et préoccupant dans le pays. Seuls 12,9 % des répondants pensent que la corruption est moyenne, suggérant que peu de personnes la voient comme un phénomène modéré ou gérable. Enfin, un faible 4,5 % des sondés estiment que la corruption est faible, ce qui démontre qu'une infime minorité perçoit une gestion publique relativement transparente.

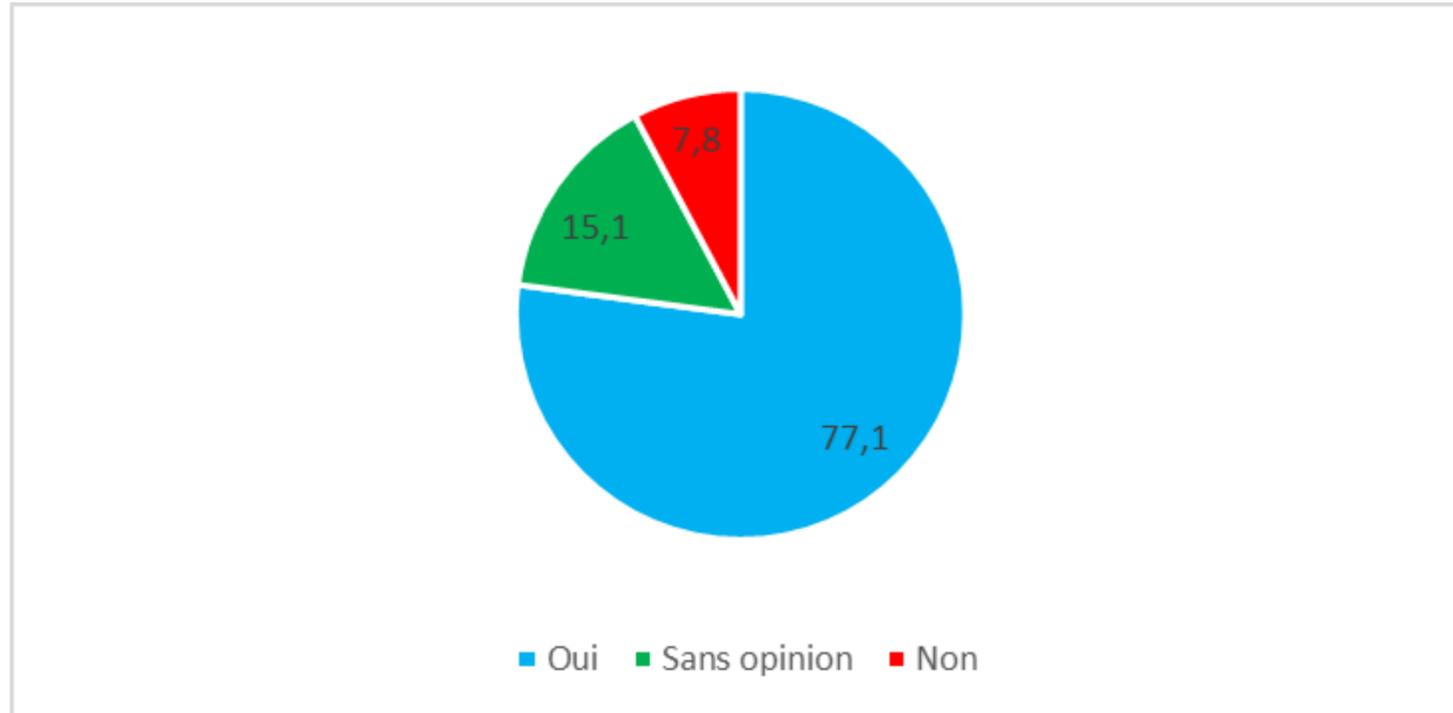
Section 5 | Opinion sur la corruption selon les régions



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Les régions urbaines comme Dakar et Diourbel concentrent la majorité des critiques les plus sévères. À Dakar, 50,2 % des répondants estiment que la corruption est très élevée, tandis que 34,5 % la considèrent élevée. À Diourbel, 46,8 % la jugent très élevée et 33,7 % la jugent élevée. Les régions plus reculées comme Kaffrine ou Kédougou affichent des perceptions similaires, bien que le nombre de répondants soit plus faible : à Kaffrine, 41,7 % des répondants considèrent la corruption très élevée, tandis que 30,4 % la jugent élevée. À Kédougou, 39,8 % des répondants partagent cette perception de corruption très élevée, contre 28,6 % qui la jugent élevée.

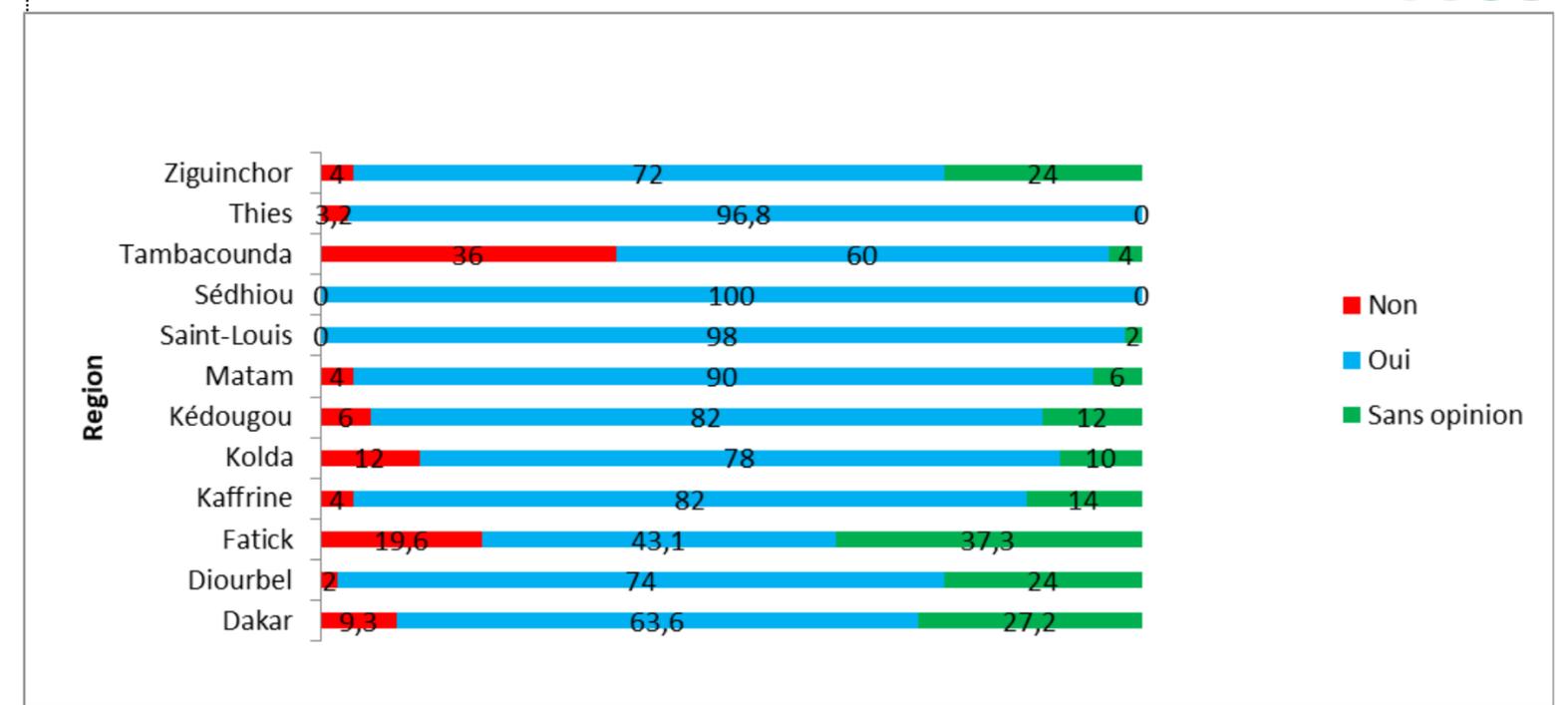
Section 5 | Opinion sur la réédition des comptes publics



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

L'analyse des réponses sur l'importance d'encourager la réédition des comptes publics révèle un fort soutien à cette mesure, avec 77,1 % des répondants se déclarant en faveur de plus de transparence dans la gestion des finances publiques. Cette adhésion quasi unanime démontre que la population perçoit la réédition des comptes publics comme une étape cruciale pour garantir l'intégrité des institutions publiques et renforcer la confiance dans les autorités. À l'inverse, seuls 7,8 % des répondants s'opposent à la réédition des comptes publics, représentant une minorité sceptique ou critique vis-à-vis de cette initiative. Ces individus pourraient percevoir cette mesure comme inefficace ou insuffisante pour résoudre les problèmes structurels de gestion publique.

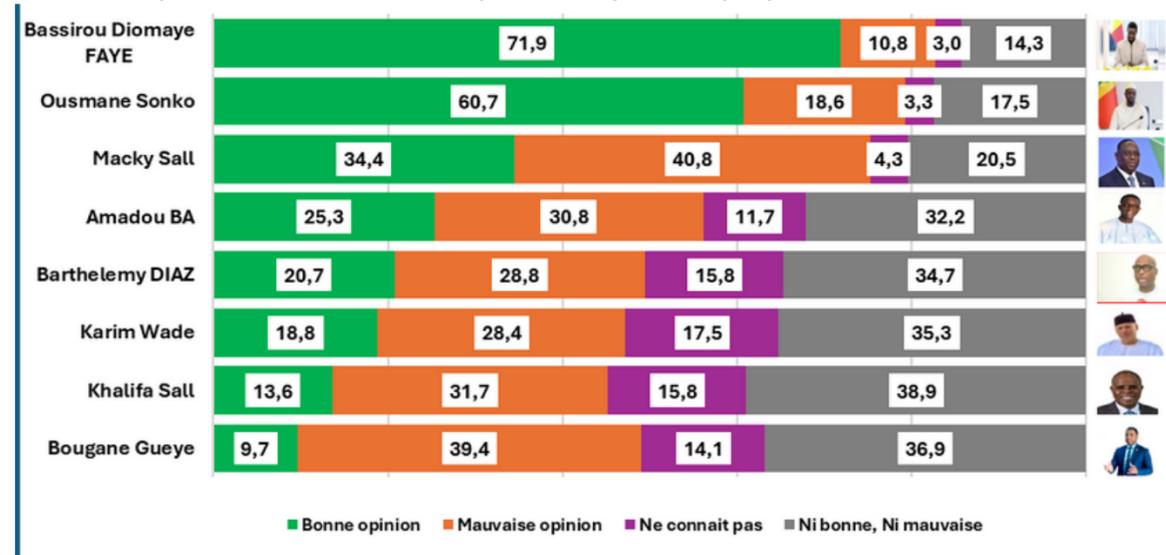
Section 5 | Opinion sur la réédition des comptes publics selon les régions



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Sur le plan régional, des zones comme Kaffrine et Kédougou affichent également un soutien majoritaire à la réédition des comptes publics, bien que la participation soit plus faible par rapport à des régions plus urbanisées. À Kaffrine, 70,4 % des répondants se disent favorables à la réédition des comptes publics, tandis qu'à Kédougou, ce chiffre s'élève à 67,8 %. Cela peut s'expliquer par une sensibilisation moindre aux enjeux liés à la gestion publique ou un accès limité aux informations gouvernementales dans ces régions. Cette analyse souligne un consensus général en faveur de la transparence, bien que des divergences existent selon les profils démographiques et géographiques. Les jeunes, en particulier les femmes, semblent plus enclins à soutenir cette initiative, tandis que certains groupes affichent des réserves ou des hésitations. Il sera crucial d'aborder ces divergences pour garantir un soutien plus large et renforcer l'adhésion à cette démarche de transparence.

Section 5 | Perception des Sénégalais sur des personnalités politiques (%)



Source : Auteur, à partir des données de l'enquête SENBAROMETRE

Le graphique présente les opinions des Sénégalais sur plusieurs personnalités politiques. En analysant les résultats, Bassirou Diomaye FAYE se distingue clairement avec une majorité de 71,9 % de bonnes opinions, faisant de lui la personnalité politique la plus populaire du moment. En revanche, seulement 10,8 % expriment une mauvaise opinion à son égard. Cela témoigne d'un fort soutien populaire pour le Président Bassirou Diomaye FAYE. Ousmane Sonko suit avec 60,68% de bonne opinion et 18,6% des répondants témoignent une mauvaise opinion sur sa personnalité.

Le Président sortant, Macky Sall présente un équilibre délicat : 34,4 % de bonnes opinions contre 40,8 % de mauvaises opinions, ce qui révèle une polarisation de l'opinion publique à son sujet, accentuée par un faible pourcentage (4,3 %) de personnes qui ne le connaissent pas.

Karim Wade totalise 18,8 % de bonnes opinions et 28,4 % de mauvaises opinions, tandis qu'une proportion significative (35,3 %) se déclare indifférente, indiquant une perception partagée de sa personnalité politique. Khalifa Sall, quant à lui, bénéficie de 13,6 % de bonnes opinions, mais 31,66 % des Sénégalais en ont une mauvaise opinion, avec un pourcentage élevé d'indifférents (38,94 %), ce qui reflète une certaine méfiance envers son image.

Barthélemy Diaz reçoit 20,73 % de bonnes opinions, contre 28,77 % de mauvaises, et un nombre significatif d'indifférents (34,67 %). Amadou BA affiche 25,28 % de bonnes opinions et 30,82 % de mauvaises, avec 32,2 % des répondants ayant une opinion neutre à son sujet. Enfin, Bassirou Diomaye FAYE se démarque avec un impressionnant 71,86 % de bonnes opinions, tandis que seulement 10,8 % expriment une mauvaise opinion, ce qui fait de lui l'une des personnalités politiques les plus appréciées dans cette enquête.

Bougane Gueye demeure le moins apprécié de la liste avec seulement 9,7 % de « bonne opinion » et une mauvaise opinion auprès de 39,4 % des sondés, , tandis qu'une majorité se déclare indifférente.

Dans l'ensemble, ces résultats révèlent des divergences notables dans la perception des personnalités politiques au Sénégal, oscillant entre un fort soutien pour certains, comme Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye FAYE, et une réticence plus marquée envers d'autres, comme Macky Sall et Bougane Gueye.



XX% de la population sont prêts à voter pour ...

Accédez à l'analyse détaillée des intentions de vote dans la version payante du rapport. Obtenez des insights essentiels pour comprendre les dynamiques politiques avant les élections du 17 novembre 2024.

Pour plus d'informations contactez-nous sur giresconsulting@gmail.com.



CONCLUSION

CONCLUSION



L'enquête visait à évaluer l'opinion des citoyens sur la situation socio-économique et politique du Sénégal au cours des trois derniers mois.

Les résultats montrent que 42,3% des répondants perçoivent l'économie de manière négative, avec des variations régionales marquées, certaines régions étant plus pessimistes que d'autres. L'emploi est la principale préoccupation pour 78,7% des sondés. Concernant le coût de la vie, 46,2 % ressentent un léger impact de la baisse, tandis que 38% ne constatent aucun effet. Bien que 80,2 % des répondants n'aient pas été victimes de violences ou d'agressions, 45% se disent "très inquiets" de la sécurité du pays, avec des différences régionales significatives.

En matière de migration, 78% identifient le chômage comme le principal facteur, et 66% soulignent la pauvreté et le manque d'opportunités économiques. La création d'emplois locaux est considérée comme la solution prioritaire par 80% des sondés. Les accidents de la circulation sont principalement attribués à l'excès de vitesse (63 %) et à l'état des infrastructures (54 %). La majorité (70 %) recommande de renforcer les contrôles de vitesse. Enfin, 64% sont favorables à la dissolution de l'Assemblée nationale, et 60,8% à la suppression du Haut Conseil des Collectivités Territoriales et du Conseil Économique Social et Environnemental. Bassirou Diomaye Faye bénéficie de 71,9 % d'opinions favorables.

Les analyses ont révélé que 46% des répondants jugent que la corruption est très élevée au Sénégal. Enfin, plus de la majorité des intervenants sont favorables à la dissolution de l'Assemblée Nationale